

N°2020-4  
15 AVRIL 2020

# Bulletin Officiel du Ministère de l'Intérieur

## EDITE PAR

La direction des libertés  
publiques et des affaires  
juridiques

## DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Thomas CAMPEAUX directeur  
des libertés publiques et des  
affaires juridiques

Application du titre Ier de la loi  
n°78-753 du 17 juillet 1978 relatif  
à la liberté d'accès aux  
documents administratifs



MINISTÈRE  
DE  
L'INTÉRIEUR

**Ministère de l'Intérieur**  
**Direction des libertés publiques et des affaires juridiques**

-

**Mission légistique et coordination normative**

## Sommaire thématique

### ADMINISTRATION DE L'ÉTAT

#### DELEGATIONS DE GESTION

Convention de délégation de gestion du 19 mars 2020 .....	5
---	---

### IMMIGRATION ET ASILE

Information du 10 mars 2020 relative aux modalités d'application du décret n° 2019-1507 du 30 décembre 2019 portant modification du décret n° 93-1362 du 30 décembre 1993 modifié relatif aux déclarations de nationalité, aux décisions de naturalisation, de réintégration, de perte, de déchéance et de retrait de la nationalité française .....	11
--	----

### PERSONNEL D'ÉTAT

Arrêté du 7 janvier 2020 portant placement en situation d'affectation temporaire .....	24
Arrêté du 7 janvier 2020 portant placement en situation d'affectation temporaire .....	25
Arrêté du 7 janvier 2020 maintenant en situation d'affectation temporaire .....	26
Arrêté du 15 janvier 2020 portant placement en situation d'affectation temporaire .....	28
Arrêté du 22 janvier 2020 portant placement en situation d'affectation temporaire .....	29
Arrêté du 22 janvier 2020 portant placement en situation d'affectation temporaire .....	30
Arrêté du 22 janvier 2020 portant placement en situation d'affectation temporaire .....	31
Arrêté du 22 janvier 2020 portant placement en situation d'affectation temporaire .....	32
Arrêté du 22 janvier 2020 portant placement en situation d'affectation temporaire .....	33
Arrêté du 22 janvier 2020 portant placement en situation d'affectation temporaire .....	34
Arrêté du 23 janvier 2020 portant placement en situation d'affectation temporaire .....	35
Arrêté du 18 février 2020 portant nomination des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de service central de réseau de la direction générale de la police nationale .....	37
Décision n° 10 266 du 19 février 2020 portant agrément pour l'outre-mer des sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale .....	39
Arrêté du 11 mars 2020 relatif à la composition du comité technique de réseau de la direction générale de la police nationale .....	40
Arrêté du 11 mars 2020 relatif à la composition du comité technique de service central de réseau de la direction générale de la police nationale .....	41

#### ATTRIBUTION DE QUALIFICATIONS ET TITRES

Arrêté du 10 février 2020 portant maintien dans un grade et un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense .....	42
Arrêté du 14 février 2020 conférant un grade d'officier de réserve au titre de l'article L. 4221-3 du code de la défense .....	43
Arrêté du 21 février 2020 fixant la liste des candidats ayant obtenu le diplôme national de thanatopracteur .....	44
Arrêté du 28 février 2020 portant maintien dans un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense .....	46
Décision n° 11405 du 2 mars 2020 portant attribution de la prime de haute technicité aux sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale .....	47
Arrêté du 7 mars 2020 portant attribution de la médaille de la sécurité intérieure .....	49
Arrêté du 13 mars 2020 portant attribution de la médaille d'honneur des sapeurs-pompiers avec rosette pour services exceptionnels .....	52
Arrêté du 13 mars 2020 portant attribution de la médaille de la sécurité intérieure .....	53
Arrêté du 20 mars 2020 portant attribution de la médaille d'honneur des sapeurs-pompiers avec rosette pour services exceptionnels .....	54

*AVANCEMENTS ET PROMOTIONS*

Décision n° 4652 du 3 février 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Dordogne, de la Gironde, des Landes, de Lot-et-Garonne et des Pyrénées-Atlantiques.....	55
Décision n° 4651 du 3 février 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest.....	57
Décision n° 3551 du 3 février 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie des Pays de la Loire.....	59
Décision n° 6836 du 4 février 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est.....	61
Décision n° 2518 du 6 février 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie du Centre-Val de Loire.....	63
Décision n° 6692 du 6 février 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur.....	65
Décision n° 6693 du 6 février 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud.....	67
Décision n° 733 du 6 février 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Corse.....	69
Décision n° 2528 du 6 février 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or, de la Nièvre, de la Saône-et-Loire et de l'Yonne	70
Décision n° 3000 du 6 février 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord.....	72
Décision n° 7062 du 6 février 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du commandement des écoles de la gendarmerie nationale.....	73
Décision n° 7533 du 7 février 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de la Haute-Savoie, de l'Isère, de la Loire, du Rhône et de la Savoie.....	75
Décision n° 1766 du 7 février 2020 portant promotion du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin.....	77
Décision n° 6398 du 4 mars 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ariège, de l'Aveyron, du Gers, de la Haute-Garonne, des Hautes-Pyrénées, du Lot, du Tarn et de Tarn-et-Garonne.....	79
Décision n° 2869 du 4 mars 2020 portant promotion du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin.....	81
Décision n° 1900 du 4 mars 2020 portant promotion des sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie des transports aériens.....	83
Décision n° 9059 du 5 mars 2020 portant nomination au grade de maréchal des logis du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.....	84
Décision n° 9067 du 5 mars 2020 portant nomination au grade de maréchal des logis du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.....	88
Décision n° 12488 du 5 mars 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche « secrétariat ».....	90
Décision n° 2186 du 7 février 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Somme.....	91
Décision n° 2937 du 6 mars 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Calvados.....	93
Arrêté du 25 mars 2020 portant inscription au tableau d'avancement au grade de commandant divisionnaire de la police nationale (année 2020).....	94
Arrêté du 25 mars 2020 portant inscription au tableau d'avancement à l'échelon spécial du grade de commandant divisionnaire de la police nationale (année 2020).....	98

**SECURITE ROUTIERE**

Arrêté du 12 mars 2020 portant nomination à la Commission nationale d'examen des circuits de vitesse.....	100
Arrêté du 31 mars 2020 portant nomination du président et des vice-présidents du Comité des experts placé auprès du Conseil national de la sécurité routière et du délégué interministériel à la sécurité routière.....	102

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

---

**Convention de délégation de gestion du 19 mars 2020**

NOR : INTJ2005049X

Entre :

Le préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfet du Rhône, représenté par M. Pascal Mailhos préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfet du Rhône, dénommé ci-après « Le délégant » ;

Et :

Le commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale, représenté par le général de division Olivier Guérif, commandant du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale, dénommé ci-après « Le délégataire » ou « le COMSOPGN » ;

Le secrétariat général pour l'administration du ministère de l'intérieur Sud-Ouest, représenté par M. Martin Gespereau, préfet délégué pour la défense et la sécurité de la zone Sud-Ouest, dénommé ci-après « Le délégataire » ou « service exécutant »,

Vu le décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 modifié relatif à la délégation de gestion dans les services de l'État ;

Vu décret n° 2010-1689 du 30 décembre 2010 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des trésoriers militaires ;

Vu le décret n° 2010-1690 du 30 décembre 2010 relatif aux procédures financières et comptables spécifiques des forces armées ;

Vu le décret n° 2010-1692 du 30 décembre 2010 relatif aux trésoreries militaires ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n° 2013-728 du 12 août 2013 modifié portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer ;

Vu le décret n° 2014-296 du 6 mars 2014 relatif aux secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur et modifiant diverses dispositions du code de la défense et du code de la sécurité intérieure ;

Vu le décret n° 2015-76 du 27 janvier 2015 modifiant diverses dispositions relatives aux secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur ;

Vu l'arrêté du 6 février 2012 relatif au droit du comptable public d'évoquer les pièces justificatives et les documents de tenue de comptabilité liés aux dépenses des trésoriers militaires ;

Vu l'arrêté du 6 mars 2014 portant organisation des secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur ;

Vu l'arrêté modifié du 31 décembre 2014 fixant l'assignation des dépenses et des recettes de certains ordonnateurs principaux délégués de l'État sur des comptes principaux des services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2015 modifié portant création du commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale du Blanc (Indre) ;

Vu l'arrêté du 30 juin 2017 relatif aux règles de la comptabilité budgétaire de l'État pris en application de l'article 54 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2019 fixant l'assignation des dépenses et des recettes des ordonnateurs secondaires des services civils de l'État ;

Vu la décision du 27 décembre 2019 portant désignation des responsables de budget opérationnel de programme et d'unité opérationnelle pour le programme 152 – Gendarmerie nationale ;

Vu l'arrêté du 25 février 2019 portant création de la trésorerie militaire pour l'activité des forces de la gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 2 janvier 2020 relatif aux attributions et à l'organisation du commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale du Blanc (Indre) ;

Vu la circulaire du 30 avril 2014 sur la mise en place et fonctionnement des secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur (SGAMI),

Il est convenu ce qui suit :

#### Article 1<sup>er</sup>

##### Objet

En application de l'article 2 du décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 modifié, le délégant confie aux délégataires, en son nom et pour son compte, dans les conditions ci-après précisées, la réalisation des opérations définies à l'article 2, et relevant de certaines UO du P152 - Gendarmerie nationale strictement listées en annexe.

Le délégant n'est pas dégagé de ses responsabilités sur les actes dont il a confié la réalisation aux délégataires. Il est néanmoins entendu qu'en cas de faute ou d'erreur manifeste commise par les délégataires dans l'accomplissement des missions qui lui sont déléguées, la responsabilité du délégant ne saurait être engagée.

La délégation de gestion porte sur les opérations suivantes :

- la réalisation par le commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale (COMSOPGN), ci-après nommé «ordonnateur délégué», des actes d'ordonnancement nécessaires aux opérations réalisées depuis les centres financiers listés en annexe sur les crédits correspondant à l'avance de trésorerie pour l'activité des forces (ATAF) mise à la disposition de la trésorerie militaire de l'activité des forces de la gendarmerie (TMAFG) ;

- la réalisation par le secrétariat général pour l'administration du ministère de l'intérieur (SGAMI) – Zone de défense Sud-Ouest, ci-après dénommé « service exécutant », de tout acte d'exécution des décisions d'ordonnancement prises par l'ordonnateur délégué dans le cadre de la présente délégation de gestion.

#### Article 2

##### Prestations accomplies par les délégataires

Le service exécutant et l'ordonnateur délégué sont chargés de l'exécution des décisions du délégant, s'agissant des actes énumérés ci-après.

### **2.1 L'ordonnancement des dépenses de la TMAFG**

Afin d'obtenir le recomplètement de ses dépenses, la TMAFG constitue un lot de recomplètement dans CRISTAL. Ce lot est transmis pour ordonnancement au COMSOPGN, qui procède à la validation de la demande de paiement. Cette validation permet la création d'une demande de paiement par interfaçage avec CHORUS.

Dès validation de la demande de paiement du lot par le COMSOPGN, les pièces justificatives relatives à la demande de recombplètement sont transmises par la TMAFG au SGAMI Sud-Ouest, service exécutant, par voie dématérialisée.

Dès réception, le service exécutant s'assure :

- de l'existence dans CHORUS d'une demande de paiement (DP), issue de l'interfaçage avec CRISTAL ;
- que la dépense est éligible au type d'avance sur laquelle elle a été imputée ;
- que les pièces justificatives ont été visées par des agents habilités et comportent la mention du service fait ;
- de la bonne imputation budgétaire et comptable de la dépense : centre financier et activités du référentiel de programmation autorisés par la présente délégation.

Au vu de ces éléments, le service exécutant, constitue un dossier de recombplètement, valide la DP et établit un ordre de payer.

Cette demande de paiement permet :

- en comptabilité budgétaire, de consommer les autorisations d'engagements et les crédits de paiements afférents aux dépenses réalisées (flux quatre) et d'imputer cette consommation dans la nomenclature budgétaire des centres financiers listés en annexe ;
- en comptabilité générale, de consommer l'avance pour l'activité des forces sur un compte de classe six et de constater les charges afférentes.

#### **Rejet d'une demande de recombplètement par le COMSOPGN:**

Le COMSOPGN peut décider de suspendre ou rejeter une demande de recombplètement émise par la TMAFG s'il estime soit :

- que les justificatifs sont absents ou insuffisants ;
- qu'une dépense présentée comporte une imputation inexacte ;
- que la dépense n'est manifestement pas éligible à l'avance de trésorerie pour l'activité des forces.

Dans les deux premiers cas de figure, il se retourne vers la TMAFG aux fins de faire procéder aux corrections nécessaires, avant éventuellement de rejeter la DP.

Lorsqu'il présume qu'une dépense est manifestement inéligible à un régime d'ATAF, le COMSOPGN prend attache avec le responsable d'unité opérationnelle dont le budget supporterait finalement la dépense jugée irrégulière.

Sous sa responsabilité, il appartient au RUO concerné, dans les meilleurs délais, de décider d'invalidier définitivement ou non la dépense litigieuse et de communiquer sa décision au COMSOPGN.

La TMAFG est parallèlement informée de la présomption d'irrégularité manifeste de la dépense soulevée par l'ordonnateur délégué. En ce cas, la TMAFG sollicite le sous-trésorier militaire ayant initialement engagé la dépense sous le régime de l'ATAF et transmet au COMSOPGN tout élément de nature à justifier de l'engagement de la dépense litigieuse sous la régime de l'ATAF.

En cas de déficit ou paiement irrégulier entraînant un préjudice financier, le responsable du centre financier concerné pourra, le cas échéant, décider de mettre en jeu la responsabilité du trésorier militaire conformément au décret n° 2010-1689 du 30 décembre 2010 précité.

#### **2.2 Les recettes recouvrées au comptant par le trésorier militaire**

Le trésorier militaire, directement ou par l'intermédiaire de ses sous-trésoriers, peut être amené à recouvrer des recettes, qu'il doit ensuite reverser au Trésor public.

### **Dossier de reversement des recettes.**

Le trésorier militaire établit un dossier de demande de reversement des recettes encaissées.

Ce dossier, qui regroupe l'intégralité des recettes recouvrées, doit permettre d'identifier l'origine et la nature de toutes les recettes mentionnées.

### **Transmission du dossier de reversement :**

Ce dossier est transmis au service exécutant qui l'instruit et assure la saisie des ordres d'acceptation correspondants pour transmission au comptable assignataire.

## **2.3 Les opérations de rattachement à l'exercice**

Dans le cadre des travaux de fin de gestion, le service exécutant réalisera toutes les opérations relatives aux opérations de rattachement à l'exercice dès réception de l'attestation de conformité signé du COMSOPGN.

### **Article 3**

#### **Obligations mutuelles du délégant et des délégataires**

Le délégant et les délégataires s'engagent mutuellement, dans un intérêt partagé, pour la partie des procédures qui leur incombent respectivement, à tout mettre en œuvre pour développer les échanges et relations entre leurs services à cette fin.

### **Article 4**

#### **Obligations des délégataires**

Les délégataires exécutent la délégation dans les conditions et les limites fixées par le présent document et accepté par eux.

Les délégataires s'engagent à assurer les prestations qui relèvent de leurs attributions, à maintenir les moyens nécessaires à la bonne exécution des prestations, à assurer la qualité comptable et à rendre compte régulièrement de leur activité.

Ils s'engagent à fournir au délégant les informations demandées et à l'avertir sans délai de toute contrainte dans la réalisation des opérations.

### **Article 5**

#### **Obligations du délégant**

Le délégant s'engage à fournir, en temps utile, tous les éléments d'information dont les délégataires ont besoin pour l'exercice de ses missions.

### **Article 6**

#### **Modalités administratives d'exécution de la délégation**

Les délégataires sont autorisés à subdéléguer, sous leur responsabilité, par voie de délégation de signature, aux personnels placés sous leur autorité, l'exécution d'actes relevant de la compétence de l'ordonnateur.

Ils s'assurent que tous les personnels placés sous leur autorité sont titulaires d'une délégation de signature. La mise à jour de cette délégation en cas de changement du délégant ou du délégataire relève de leur responsabilité.

Ils procèdent sous leur responsabilité à l'accréditation des personnels ainsi habilités auprès de leur comptable assignataire.



## Article 7

### Durée, reconduction et résiliation du document

La présente délégation prend effet le lendemain de sa date de signature pour une durée de 1 an. Elle est reconduite par tacite reconduction d'année en année.

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente délégation, définies d'un commun accord entre les parties, fait l'objet d'un avenant, dont un exemplaire est transmis aux destinataires du présent document.

Il peut être mis fin à tout moment à la délégation de gestion sur initiative d'une des parties. Cette résiliation prend effet à l'expiration d'un délai de trois mois minimum à compter de la notification d'une décision de dénonciation de la présente convention adressée aux autres parties.

Le responsable d'unité opérationnelle, les comptables assignataires et les autorités comptables sont informés par tous moyens de la décision de résiliation de la présente convention.

## Article 8

### Information du contrôleur budgétaire et comptable ministériel et du comptable assignataire

Une copie du présent document et de ses avenants est adressée par le délégant au contrôleur budgétaire et comptable ministériel et au comptable assignataire concerné.

Une copie de ces documents est adressée par le délégataire au contrôleur budgétaire régional.

## Article 9

### Publication

La présente convention comporte 7 feuillets dont une annexe.

Cette convention sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait en 3 exemplaires, le 19 mars 2020.

Le délégant :

*Le préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfet du Rhône,*

Pour le préfet et par délégation :

*Le commandant la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est, commandant de la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes,*  
Le général de corps d'armée Philippe GUIMBERT

Le délégataire :

*Préfet délégué pour la défense et la sécurité de la zone Sud-Ouest,*  
Monsieur Martin GESPÉREAU

Le délégataire :

*Commandant du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale,*  
Le général de division Olivier GUERIF

## ANNEXE

Numéro et nom du budget opérationnel de programme (BOP)	Responsable du budget opérationnel de programme (BOP)	Numéro et nom de l'unité opérationnelle (UO)	Responsable d'unité opérationnelle (UO)
0152 - DSUE BOP de la région de gendarmerie, zone de défense et de sécurité Sud-Est	Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfet du Rhône	0152-DSUE-DRRA UO RG RHONE ALPES	Commandant de la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes
		0152-DSUE-DRAU UO RG AUVERGNE	Commandant adjoint de la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme à Clermont-Ferrand

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale des étrangers en France

Direction de l'accueil de l'accompagnement des  
étrangers et de la nationalité

**Information du 10 mars 2020 relative aux modalités d'application du décret n° 2019-1507  
du 30 décembre 2019 portant modification du décret n° 93-1362 du 30 décembre 1993 modifié  
relatif aux déclarations de nationalité, aux décisions de naturalisation, de réintégration,  
de perte, de déchéance et de retrait de la nationalité française**

NOR : INTV2002873J

*Le ministre de l'intérieur à Mesdames et Messieurs les préfets de département et d'outre-mer*

*Pour information :*

*Direction des Français à l'étranger et de l'administration consulaire – service central de l'état civil,  
Monsieur le directeur de la modernisation et de l'action territoriale*

**Résumé :** La présente information précise les modalités d'application, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020, des dispositions générales du décret modifié n° 93-1362 du 30 décembre 1993 tel que modifié par le décret n° 2019-1507 du 30 décembre 2019 et, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2020, pour les dispositions spécifiques relatives au relèvement du niveau linguistique exigé des candidats à la nationalité française.

**Pièces jointes :** 2 annexes.

**Références :**

Articles 17 à 33-2 du code civil ;

Décret n° 93-1362 du 30 décembre 1993 modifié relatif aux déclarations de nationalité, aux décisions de naturalisation, de réintégration, de perte, de déchéance et de retrait de la nationalité française.

**Texte abrogé :**

Circulaire n° NOR IOCN1132114C du 30 novembre 2011 relative au niveau de connaissance de la langue française requis des candidats à la nationalité française.

Le décret modificatif n° 2019-1507 du 30 décembre 2019 a pour objectifs de :

- relever l'exigence du niveau de maîtrise de la langue française des candidats à la nationalité française et aménager, en conséquence, le régime des dispenses ;
- anticiper le passage à la dématérialisation de la procédure d'accès à la nationalité française par naturalisation ;
- sécuriser les procédures ;
- homogénéiser la rédaction des dispositions relatives aux procédures de déclaration de nationalité relevant des ministères de la justice et de l'intérieur ;
- intégrer les évolutions issues de la loi n° 2016-297 du 14 mars 2016 relative à la protection de l'enfant ;
- exiger, pour les majeurs, la production d'un casier judiciaire étranger pour les déclarations de nationalité relevant de la compétence du ministère de la justice.

Les trois premiers objectifs concernent plus spécifiquement les procédures d'accès à la nationalité française ressortissant de la compétence du ministre de l'intérieur ; ce dernier est également concerné, de manière

moins directe, par la mise en cohérence rédactionnelle des dispositions communes aux procédures de déclaration de nationalité.

## **1. Les mesures visant à renforcer l'exigence du niveau de français des candidats à la nationalité française (articles 14, 14-1, 37 et 37-1 du décret modifié)**

Le relèvement de l'exigence du niveau de maîtrise de la langue française des candidats à la nationalité française, annoncé par le Premier ministre le 21 mars 2019 à l'occasion d'une cérémonie d'accueil dans la nationalité placée sous sa présidence, est l'une des vingt mesures du comité interministériel pour l'immigration et l'intégration du 6 novembre 2019.

La mise en œuvre opérationnelle de cette annonce, qui ne concerne que les déclarations de nationalité à raison du mariage (article 21-2 du code civil), ainsi que les demandes de naturalisation et de réintégration (articles 21-15 et suivants du code civil / article 24-1 du code civil), s'est traduite par la modification des articles 14, 14-1, 37 et 37-1 du décret modifié du 30 décembre 1993 afin d'exiger dorénavant des candidats à la nationalité française le niveau B1 oral et écrit.

### **1.1 Principe et dispenses de la production du diplôme français ou de l'attestation de niveau B1 oral et écrit**

Dans une démarche de renforcement du parcours d'intégration de l'étranger en France, il est désormais requis, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2020, de tous les candidats à la nationalité française par naturalisation, réintégration ou par déclaration de nationalité à raison de leur mariage avec un conjoint français, la justification d'un niveau de connaissance de la langue française B1 oral et écrit, en cohérence avec l'exigence du niveau A2 oral et écrit, demandé aux étrangers sollicitant la carte de résident (articles 14 et 37). Ce niveau est établi par la production d'un diplôme français ou d'une attestation délivrée à l'issue d'un test linguistique.

Sont dispensées de produire un tel diplôme ou une attestation :

- les personnes détenant un diplôme délivré par les autorités de l'un des pays dont la liste est fixée par arrêté (États francophones auxquels s'ajoutent l'Algérie, le Maroc et la Tunisie) ;
- les personnes dont le handicap ou l'état de santé déficient chronique rend toute évaluation linguistique impossible. Cette incompatibilité sera constatée par un certificat médical.

Le dispositif de justification du niveau linguistique et de dispenses est, en conséquence, très sensiblement simplifié.

Pour mémoire, seuls les réfugiés âgés de plus de 70 ans et résidant en France depuis plus de quinze ans sont dispensés de justifier de leur connaissance de la langue française (article 21-24-1 du code civil).

Désormais, pour établir qu'il possède le niveau exigé, le candidat à la nationalité française devra produire :

- soit le diplôme national du brevet ;
- soit un diplôme français sanctionnant un niveau au moins égal au niveau 3 de la nomenclature nationale des niveaux de formation (une liste indicative figure en annexe) ;
- soit une attestation délivrée depuis moins de deux ans, à l'issue d'un test linguistique certifié (test de connaissance du français (TCF) de France Éducation International (FEI ex-CIEP) ou test d'évaluation de français (TEF) de la Chambre de Commerce et de l'Industrie de Paris (CCIP)). Ce test comportera quatre épreuves insécables évaluant le niveau de compréhension et d'expression orales et écrites du demandeur et

indiquera, au terme de l'évaluation, un niveau global qui devra être supérieur ou égal au niveau B1. Il devrait être disponible au cours de ce mois de février 2020<sup>1</sup>.

Par exception, les personnes se trouvant dans les situations suivantes ne sont pas tenues de produire un diplôme français ou une attestation linguistique :

- les personnes détenant un diplôme délivré par les autorités de l'un des pays dont la liste est fixée par arrêté (États francophones auxquels s'ajoutent l'Algérie, le Maroc et la Tunisie) pour lesquelles seule la production d'une attestation de comparabilité, délivrée dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des naturalisations mentionnant, à la fois, le niveau de formation du demandeur au regard de la nomenclature française et le suivi des études en français, sera exigée. A ce jour, l'organisme ENIC-NARIC est en capacité de délivrer ces attestations de comparabilité, à l'exception, toutefois, des attestations portant sur les diplômes nécessaires à l'exercice de professions réglementées (médecin, pharmaciens, psychologues, auxiliaires médicaux, notamment), pour lesquels les demandeurs détenant de tels titres seront invités à produire un test TCF, TEF ou une attestation de comparabilité d'un diplôme autre que celui exigé pour l'exercice de leur profession, qui peut être de niveau inférieur à celui présenté ;
- les personnes dont le handicap ou l'état de santé déficient chronique rend impossible leur évaluation linguistique. Cette incompatibilité entre leur situation et la réalisation d'un test sera constatée par un certificat médical dont le modèle est fixé par un arrêté conjoint du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, de la ministre des solidarités et de la santé, du ministre de l'intérieur et de la secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée des personnes handicapées. Bénéficient également de cette dispense les personnes pour lesquelles les aménagements d'épreuves recommandés par certificat médical ne pourraient être mis en œuvre par l'organisme testeur qui, dans cette situation, constatera cette impossibilité par la délivrance d'une attestation.

**Il est rappelé que la déclaration réservée aux ascendants de Français, âgés de plus de 65 ans et justifiant d'une résidence depuis au moins vingt-cinq ans en France, ne suppose pas d'exigence de niveau linguistique. La modification du décret est sans incidence sur cette absence d'exigence.**

**Vous pourrez utilement orienter vers cette procédure les candidats à la nationalité française remplissant ces critères et qui auraient des difficultés à justifier de leur niveau de langue.**

## 1.2 Modalités d'application

A compter du 1<sup>er</sup> avril 2020, l'évaluation du niveau de connaissance de la langue française du demandeur n'aura plus à s'effectuer en plateforme, pour les dossiers réceptionnés en plateforme selon les modalités indiquées au paragraphe 1.2.1. ci-dessous. Cela implique, notamment, la suppression de « l'oral de rattrapage », prévu au dernier alinéa de l'article 41 du décret modifié du 30 décembre 1993 dans sa précédente version.

Pour autant, l'instruction du dossier emporte la vérification des pièces et des mentions établissant le niveau B1 oral et écrit et, en cas de doute, leur authentification auprès des organismes de délivrance. Compte tenu de la dématérialisation des attestations de langue, les demandeurs pourront produire une simple photocopie. En cas de doute sérieux sur la validité et l'authenticité du document produit, il vous appartiendra de vérifier ces éléments sur l'espace d'authentification propre à chaque organisme (FEI et CCIP).

### 1.2.1. Dispositions communes aux deux procédures (naturalisation et déclaration de nationalité à raison du mariage)

<sup>1</sup> Toutefois, jusqu'au 31 mars 2020, seules les compétences orales appréciées par ce nouveau test sont à prendre en compte lors de l'instruction des demandes d'accès à la nationalité française

Les dispositions relatives à la condition de maîtrise de la langue française **entrent en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> avril 2020**.

**Elles concernent l'ensemble des dossiers, dès lors que ces derniers sont considérés comme complets, quel que soit le mode de dépôt, sous la réserve des précisions suivantes :**

- pour les plateformes fonctionnant **en mode postal**, l'exigence du B1 oral et écrit s'appliquera aux dossiers adressés à la plateforme postérieurement au 31 mars 2020, la date du cachet postal faisant foi ;
- pour les plateformes fonctionnant **en mode guichet, avec prise de rendez-vous préalable** pour le dépôt du dossier, l'exigence du B1 oral et écrit s'appliquera pour tous les dossiers dont **la date d'obtention du rendez-vous** (et non la date du rendez-vous en lui-même) sera postérieure au 31 mars 2020 ;
- pour les plateformes fonctionnant **en mode guichet, sans qu'il y ait nécessité de prendre préalablement un rendez-vous**, l'exigence du B1 oral et écrit s'appliquera aux dossiers réceptionnés par la plateforme à compter du 1<sup>er</sup> avril 2020 ;
- pour les plateformes recourant **au partenariat associatif**, l'exigence du B1 oral et écrit s'appliquera aux dossiers effectivement adressés par le demandeur à la plateforme postérieurement au 31 mars 2020, la date du cachet postal faisant foi. A cet égard, les deux plateformes concernées conviendront avec leurs partenaires associatifs locaux des modalités précises de l'information à diffuser aux candidats les invitant, au regard des délais de programmation des entretiens d'assimilation, à actualiser leur dossier pour le rendre conforme avec le niveau de maîtrise de la langue désormais exigé.

Plus généralement, s'agissant des dossiers reçus incomplets antérieurement à cette échéance, l'intéressé, invité à le compléter, pourra se voir opposer l'obligation de produire un justificatif de langue attestant d'un niveau B1 oral et écrit. Indépendamment de la prise en compte de la date d'entrée en vigueur des nouvelles dispositions et de celle de la transmission des pièces manquantes, celle-ci prendra en compte le seuil de complétude alors observé.

Un dossier de demande de naturalisation n'ayant pas satisfait aux exigences du socle minimum ou, s'agissant d'une déclaration, que vous auriez retourné au demandeur en raison de son incomplétude, se verra opposer l'obligation de produire un justificatif de langue attestant d'un niveau B1 oral et écrit. Un dossier ayant respecté cette exigence de complétude minimale, même si l'instruction fait ressortir la nécessité de produire des pièces complémentaires, restera soumis, s'agissant de la maîtrise de la langue, aux dispositions en vigueur antérieurement au 1<sup>er</sup> avril 2020.

S'agissant des dossiers incomplets que vous recevrez postérieurement à ces échéances, vous inviterez l'intéressé à compléter son dossier en lui signalant, au regard de l'entrée en vigueur de ces nouvelles dispositions, l'obligation de produire un justificatif de langue attestant d'un niveau B1 oral et écrit.

Les nouveaux tests, TCF ou TEF, évaluant le niveau B1 oral et écrit devraient être disponibles dans le courant de ce mois de février 2020. Conçus pour l'évaluation des candidats à la nationalité française, ils constituent les modalités naturelles de justification du niveau de maîtrise de la langue par les intéressés.

Toutefois, avant la mise à disposition de ces nouveaux tests, le candidat qui envisage de déposer son dossier à compter du 1<sup>er</sup> avril 2020 pourra justifier de son niveau de langue par la production de l'une des attestations issues des tests linguistiques suivants :

- le TCF ou TEF pour le Canada ou pour la carte de résident dès lors qu'il comporte les quatre épreuves précitées ;
- tout autre TCF ou TEF, à la condition que le candidat se soit présenté aux quatre épreuves obligatoires lors d'une session unique et que les résultats soient mentionnés sur la même attestation.

Au-delà du 1<sup>er</sup> avril 2020, les attestations délivrées au vu de ces derniers tests linguistiques continueront d'être acceptées, au même titre que les tests spécialement conçus pour l'accès à la nationalité française, dès lors qu'elles établiront un niveau au moins égal à celui requis.

Pour être acceptées, les attestations devront avoir été délivrées depuis moins de deux ans et établir soit un niveau global égal ou supérieur au niveau B1 pour les tests spécifiques à l'accès à la nationalité française, soit indiquer, pour chacune des quatre épreuves, un niveau égal ou supérieur à ce niveau, pour les autres tests précités.

Pour les deux procédures, si le demandeur justifie entrer dans le champ d'application des dispenses, par la production d'une attestation de comparabilité, d'un certificat médical accompagné, le cas échéant, d'une attestation délivrée par un organisme testeur constatant l'impossibilité de mettre en œuvre les aménagements recommandés par le certificat médical, il doit être regardé comme ayant satisfait à l'exigence linguistique.

Les arrêtés devant être pris avant le 1<sup>er</sup> avril 2020 sont les suivants :

- arrêté interministériel fixant le modèle de certificat médical prévu par le *b* du 10° de l'article 14-1 et le *b* du 9° de l'article 37-1 du décret n° 93-1362 du 30 décembre 1993 modifié relatif aux déclarations de nationalité, aux décisions de naturalisation, de réintégration, de perte, de déchéance et de retrait de la nationalité française ;
- arrêté ministériel fixant la liste des pays prévue aux *a* du 10° de l'article 14-1 et *a* du 9° de l'article 37-1 du décret n° 93-1362 du 30 décembre 1993 modifié relatif aux déclarations de nationalité, aux décisions de naturalisation, de réintégration, de perte, de déchéance et de retrait de la nationalité française ;
- arrêté ministériel fixant la liste des diplômes et certifications attestant le niveau de maîtrise du français requis des candidats à la nationalité française en application du décret n° 93-1362 du 30 décembre 1993 modifié relatif aux déclarations de nationalité, aux décisions de naturalisation, de réintégration, de perte, de déchéance et de retrait de la nationalité française ;
- arrêté ministériel fixant les conditions de délivrance de l'attestation de comparabilité prévue aux *a* du 10° de l'article 14-1 et *a* du 9° de l'article 37-1 du décret n° 93-1362 du 30 décembre 1993 modifié relatif aux déclarations de nationalité, aux décisions de naturalisation, de réintégration, de perte, de déchéance et de retrait de la nationalité française.

### **1.2.2. La procédure déclarative**

Il est rappelé que la production d'un diplôme ou d'un test n'établissant pas le niveau exigé ne fait pas obstacle à la poursuite de la procédure. En effet, vous ne pouvez refuser le dépôt d'une déclaration aux motifs qu'elle paraît irrecevable en droit. Il en sera de même si le demandeur produit une attestation de comparabilité ne répondant pas aux exigences de niveau ou de suivi des études en langue française. Dans ces situations, vous émettrez un avis défavorable.

A défaut de production d'un justificatif de niveau de langue, le dossier sera adressé en retour au demandeur en l'invitant à le compléter.

### **1.2.3. La procédure de naturalisation ou de réintégration**

La production d'un diplôme ou d'un test de langue n'établissant pas le niveau B1 ou d'une attestation de comparabilité ne répondant pas aux exigences de niveau ou de suivi des études en langue française devra conduire à notifier une décision, prise sur la base de l'article 43 du décret n° 93-1362 du 30 décembre 1993 modifié, constatant l'irrecevabilité manifeste de la demande, au titre de l'article 21-24 du code civil, au motif



que l'intéressé ne justifie pas de ce niveau à l'examen des pièces produites. Le dossier sera ensuite transmis sans délai à la sous-direction de l'accès à la nationalité française.

L'absence de production d'un justificatif de niveau de langue vous conduira à mettre en demeure l'intéressé de compléter son dossier et, le cas échéant, à le classer sans suite, selon les modalités précisées au point 2.2.

A cet égard, il est rappelé que les attestations ministérielles de dispense de formation linguistique, de compétence linguistique et de formation civique, pouvant être délivrées par l'OFII dans le cadre du contrat d'insertion républicaine, ne sauraient être assimilées à un justificatif de langue, au sens du décret n° 93-1362 modifié. La production éventuelle de ces documents à l'appui d'une demande d'accès à la nationalité française doit vous conduire, ainsi que précisé à l'alinéa précédent, à mettre en demeure l'intéressé de compléter son dossier avec les éventuelles conséquences qui s'y rattachent en termes de décision à prendre.

### **1.3 Conséquences relatives à l'examen de l'assimilation à la communauté française**

Il convient d'observer que l'entrée en vigueur de ces dispositions sur le niveau linguistique n'exclut pas, pour la personne dispensée de la production de test ou de diplôme établissant le niveau B1, l'évaluation de son assimilation à la communauté française. Le candidat doit donc être invité à participer à l'entretien d'assimilation prévu aux articles 15 ou 41 du décret, selon la procédure concernée.

Une distinction sera à opérer entre le demandeur manifestant un défaut évident de maîtrise orale de la langue française et celui qui, du fait notamment de son handicap, se trouve dans l'incapacité de s'exprimer.

Dans le premier cas, l'administration n'étant pas en mesure d'apprécier l'assimilation autre que linguistique au regard du défaut manifeste de maîtrise de la langue, vous émettrez un avis défavorable s'agissant d'une déclaration ou notifierez une décision de rejet, s'agissant d'une demande de naturalisation ou de réintégration dans la nationalité française.

Dans le second cas, vous ferez preuve de discernement et de pragmatisme dans la prise en compte de la situation rencontrée en recherchant, par exemple, si l'échange peut s'effectuer par d'autres voies (écrit, etc.). Une appréciation adaptée devra être portée en cohérence avec les éléments tirés des enquêtes, de l'autonomie passée et actuelle du demandeur, ainsi que de son parcours social et professionnel.

## **2. L'anticipation de la dématérialisation des demandes de naturalisation ou de réintégration dans la nationalité française (article 35 du décret modifié)**

La dématérialisation à venir du dépôt des demandes de naturalisation ou de réintégration dans la nationalité française s'inscrit dans le projet de l'Administration numérique des étrangers en France (ANEF) porté par la direction générale des étrangers en France.

Le dispositif envisagé permettra au demandeur, au regard des informations qu'il aura fournies sur sa situation, d'identifier l'ensemble des pièces justificatives à produire à l'appui de sa demande et, en conséquence, de déposer un dossier complet.

### **2.1. L'exigence d'un dossier complet dès le dépôt de la demande**

La suppression du dernier alinéa de l'article 35 du décret dans sa rédaction précédente a pour objectif de préparer le passage à la dématérialisation du dépôt et du traitement des demandes d'accès à la nationalité française par naturalisation en supprimant, à cet effet, le délai de six mois octroyé au demandeur pour produire ses justificatifs.



Cette exigence est liée au dépôt en ligne d'une demande de naturalisation, assorti de la production des justificatifs, et au contrôle, intégré au système d'information, de sa complétude.

Sans attendre le déploiement du futur applicatif, les services instructeurs disposent, désormais, de la possibilité d'opposer un classement sans suite, dès lors qu'une mise en demeure aura préalablement été adressée au postulant (sur la base de l'article 40 du décret).

Ces nouvelles modalités visent à permettre une rationalisation du travail d'instruction conduit par vos services et à améliorer le délai d'instruction des dossiers. Dans cette perspective, vous procéderez, dès réception du dossier, à l'examen de sa complétude, à sa saisie dans l'application de gestion Prénat, ainsi qu'à la consommation du timbre électronique.

## **2.2. Le classement sans suite après mise en demeure**

Dès lors qu'un dossier de demande de naturalisation ou de réintégration vous est transmis, vous disposez, désormais, de la possibilité d'adresser au demandeur une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception fixant un délai raisonnable, prenant en compte la nature des pièces manquantes pour compléter son dossier ou accomplir les formalités requises, soit en général deux mois, pouvant être porté à un délai supérieur en cas de difficultés particulières dans la production d'une pièce, notamment d'état civil.

Cette mise en demeure devra préciser au demandeur qu'à défaut de répondre, dans le délai imparti, à la demande de complétude de son dossier, une décision de classement sans suite sera prise. Dans l'hypothèse où le demandeur compléterait son dossier pendant le délai de recours, le retrait de la décision de classement sans suite pourra être envisagé. Au-delà de ce délai, le demandeur devra déposer un nouveau dossier complet.

## **3. La sécurisation des déclarations de nationalité souscrites au titre des articles 21-2, 21-13-1 et 21-13-2 du code civil**

### **3.1. La spécificité de la date de souscription des déclarations relevant du ministre de l'intérieur**

Les articles 21-3 et 26-5 du code civil posent le principe que la déclaration de nationalité prend effet à la date de sa souscription, lorsqu'elle est enregistrée. Par cohérence, le décret modifié précise, en son article 8, que les conditions de recevabilité d'une déclaration de nationalité s'apprécient à la date de sa souscription et, en son article 5, que cette date correspond à la date de réception par vos services du formulaire de souscription (Cerfa) accompagné des pièces justificatives de cette recevabilité.

Le respect de cette date s'impose à vos services dès lors qu'elle a des conséquences sur l'examen des critères de recevabilité de la déclaration et conditionne la date d'acquisition de la nationalité française par le déclarant. Afin de donner une date certaine à la souscription de la déclaration, vous veillerez à porter la date de réception du dossier sur le formulaire précité.

### **3.2. La production en deux exemplaires du formulaire en vue de souscrire une déclaration de nationalité**

L'article 5 du décret modifié prévoit que le formulaire de souscription est désormais produit en deux exemplaires originaux datés et signés par le déclarant, l'un transmis au service central de l'état civil (SCEC - ministère de l'Europe et des affaires étrangères) à l'issue de l'instruction du dossier par l'administration centrale aux fins d'établissement des actes d'état civil, l'autre, conservé par la sous-direction de l'accès à la nationalité française, faisant preuve de l'intention de l'intéressé de souscrire une déclaration de nationalité ainsi que de l'identité de la personne au titre de laquelle il souscrit.

### 3.3. L'édition de la déclaration de nationalité par la sous-direction de l'accès à la nationalité française

Ce même article 5 du décret modifié prévoit, désormais, l'édition de la déclaration par le ministre chargé des naturalisations, dans la seule hypothèse où celle-ci est enregistrée. Cette mesure est applicable dès parution du décret à toutes les demandes pour lesquelles vous n'avez pas encore édité la déclaration.

Il en résulte que vous n'avez plus à éditer et faire signer ce document par le demandeur. Sa volonté d'accéder à la nationalité française par voie déclarative sera, désormais, établie par la production du formulaire de souscription précité au paragraphe 3.2. A l'occasion de l'entretien réglementaire, le demandeur et son conjoint signent uniquement l'attestation sur l'honneur de communauté de vie lorsque la déclaration est souscrite à raison du mariage avec un conjoint français.

À l'issue de cette formalité, lorsqu'elle est nécessaire, le récépissé, visé au dernier alinéa de l'article 26 du code civil constatant la remise de toutes les pièces nécessaires à la recevabilité de la déclaration, est délivré au déclarant. La date de délivrance du récépissé faisant courir le délai d'un an permettant de refuser l'enregistrement de la déclaration ou de deux ans pour s'opposer par décret à l'acquisition de la nationalité française, ce document est obligatoirement daté et une copie en est insérée au dossier.

J'appelle votre attention sur la nécessité d'enregistrer les renseignements dans l'application Prénat de manière complète et exacte, tant en ce qui concerne le demandeur que la personne au titre de laquelle il souscrit. En effet, ces données, indispensables à l'établissement de la déclaration, permettent de faire le lien avec d'autres dossiers existant dans cette application, qu'ils concernent le demandeur, son conjoint, ses descendants ou ascendants et donc d'avoir une vision globale et la plus exacte possible de sa situation.

Enfin, outre les données d'état civil, l'acte de naissance du déclarant établi par le SCEC comporte la date de souscription de la déclaration, l'indication de l'autorité qui a reçu la déclaration et l'adresse de l'intéressé au jour de la souscription. Ces éléments ainsi que toutes les données d'état civil sont transmis au SCEC via Prénat. Il convient donc de veiller à leur exactitude avant transmission du dossier aux services chargés de l'enregistrement de la déclaration.

## 4. L'harmonisation des procédures

### 4.1. Le renforcement de la lutte contre la fraude

L'article 9, auquel renvoient notamment les articles 14-1, 17-1, 17-3 et 37-1, précise, sans avoir à le rappeler pour chaque procédure, les exigences de forme auxquelles doivent répondre les pièces produites dans un contexte de fraude accrue : elles doivent notamment être produites en original ou sous la forme d'expédition pour les décisions des autorités administratives ou judiciaires, être accompagnées de leur traduction et respecter les formalités de légalisation ou d'apostille lorsqu'elles sont exigées.

Le justificatif d'identité requis par les articles 14-1, 17-1, 17-3 et 37-1 est exigé en copie, dès la constitution initiale du dossier ; son original devra être produit lors de l'entretien réglementaire aux fins de vérification de l'identité et permettra la délivrance du récépissé dans le cadre des déclarations de nationalité. Le demandeur doit également apposer une photographie d'identité récente sur les formulaires (demande d'acquisition de la nationalité française ou formulaire en vue de souscrire une déclaration de nationalité).

S'agissant de l'accès à la nationalité française au titre de l'article 21-2 du code civil, afin de connaître la composition familiale exacte, mais également dans un objectif de lutte contre la fraude, les actes de naissance de tous les enfants, majeurs ou mineurs, nés avant ou après le mariage actuel le cas échéant, demeurant en France ou à l'étranger, et bénéficiaires ou non de l'effet collectif, sont désormais exigés. La

production de ces actes peut, en effet, permettre d'identifier d'éventuelles unions antérieures, de s'assurer de leur dissolution et conséquemment de la validité du mariage avec le conjoint français, de révéler d'éventuelles situations de bigamie durable. Il doit également être fait mention de ces enfants sur les formulaires de souscription, récemment modifiés à cet effet.

Une fois l'enregistrement de la déclaration, dans la situation d'un remariage rapide avec le précédent conjoint dont l'existence a été tue, l'absence de production volontaire des actes permet de conforter la fraude et donc de demander l'annulation de l'enregistrement. Pouvoir ainsi disposer d'une vision exacte de la situation familiale des intéressés est de nature à contribuer efficacement à prévenir toute tentative de fraude.

Dans le cadre des autres procédures (naturalisation, réintégration, ascendants ou fratries), seuls les actes de naissance de tous les enfants mineurs sont demandés. Il est rappelé qu'il ne faut saisir dans Prénat que les enfants mineurs, y compris ceux de nationalité française.

#### **4.2. Les enquêtes et l'entretien réglementaires (articles 15, 17-2, 17-4 et 41 du décret modifié)**

Déjà réformé pour les procédures déclaratives à l'occasion de la mise en place des plateformes d'accès à la nationalité française, le processus d'instruction des dossiers est désormais uniformisé, l'article 41 modifié précisant dans son second alinéa, s'agissant de la procédure de naturalisation, que « *lors d'un entretien individuel et après réception des enquêtes prévues à l'article 36, l'agent vérifie l'assimilation du demandeur à la communauté française, selon les critères prévus par l'article 21-24 du code civil et établit un compte rendu de l'entretien* ».

Ainsi, pour toutes les procédures (procédures déclaratives et naturalisation par décret), le déclenchement des enquêtes intervient après le dépôt d'un dossier complet et l'entretien est conduit par vos services après réception du résultat de ces enquêtes (articles 15, 17-2, 17-4 et 41 du décret modifié).

En effet, l'entretien d'assimilation, clef de voûte du dossier, doit être effectué lorsque l'agent dispose de toutes les informations nécessaires à sa conduite.

Par ailleurs, s'agissant des procédures déclaratives, les articles 15, 17-2 et 17-4 prévoient notamment la réalisation d'une enquête sociale au titre des enquêtes complémentaires utiles quant à la situation du déclarant.

**Il est rappelé que l'ensemble des dispositions, autres que celles relatives au relèvement du niveau de langue, sont applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2020 pour les dossiers reçus à compter de cette date.**

La sous-direction de l'accès à la nationalité française demeure à votre disposition et à celle de vos services pour vous apporter les éventuelles précisions complémentaires que vous pourriez souhaiter.

Fait le 10 mars 2020.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur général des étrangers en France,*  
P.-A. Molina

## ANNEXES

Annexe 1 : Liste indicative des principaux diplômes justifiant d'un niveau égal ou supérieur au niveau B1 (3<sup>ème</sup> alinéa de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté)

**Niveau 3 (Infra baccalauréat)**

- BAPAAT : Brevet d'aptitude professionnelle d'assistant animateur technicien de la jeunesse et des sports
- BEP : Brevet d'études professionnelles

**BEPA : Brevet d'études professionnelles agricoles**

- CAP : Certificat d'aptitude professionnelle
- CEP : Certificat d'études primaires (supprimé)
- DEA : Diplôme d'État d'ambulancier
- DEAF : Diplôme d'État d'assistant familial
- DEAMP : Diplôme d'État d'aide médico-psychologique
- DEAP : Diplôme d'État d'auxiliaire de puériculture
- DEAS : Diplôme d'État d'aide-soignant
- DEAVS : Diplôme d'État d'auxiliaire de vie sociale
- MC : Mention complémentaire
- TP : Titre professionnel

**Niveau 4 (Baccalauréat)**

- Animateur musical et scénique (AMS)
- Baccalauréats (Bac général, bac technologique et bac professionnel)
- BEES 1<sup>o</sup> : Brevet d'État d'éducateur sportif du premier degré
- BEPECASER : Brevet pour l'exercice de la profession d'enseignant de la conduite automobile et de la sécurité routière.
- BMA : Brevet des métiers d'art
- BM : Brevet de maîtrise
- BP : Brevet professionnel
- BPJEPS : Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport (a remplacé le BEATEP : Brevet d'État d'animateur technicien de l'éducation populaire et de la jeunesse)
- BT : Brevet de technicien
- BTA : Brevet de technicien agricole
- BTM : Brevet technique des métiers
- Capacité en droit
- CCTAR : Certificat de capacité technique agricole et rurale
- DAEU : Diplôme d'accès aux études universitaires
- DECS : Probatoire du Diplôme d'études comptables supérieures
- DEUST : Diplôme d'Etude Universitaire Scientifique et Technique
- DEME : Diplôme d'État de moniteur-éducateur
- Examen spécial d'entrée à l'université
- FPE : Formation professionnelle d'établissement
- MC : Mention complémentaire
- MIMA : Musicien interprète des musiques actuelles
- TP : Titre professionnel

**Niveau 5 (Bac +2)**

- ADECOMED : Diplôme d'agent de commerce euro-méditerranéen (supprimé)
- BM : Brevet de maîtrise
- BTS : Brevet de technicien supérieur

- BTSA : Brevet de technicien supérieur agricole
- CAFERUIS : Certificat d'aptitude aux fonctions de responsable d'une unité d'intervention sociale
- DE : Diplôme d'État de professeur de musique, de danse ou d'art dramatique (DE)
- DEASS : Diplôme d'État d'assistant de service social
- DECESF : Diplôme d'État de conseiller en économie sociale familiale
- DEEJE : Diplôme d'État d'éducateur de jeunes enfants
- DEES : Diplôme d'État d'éducateur spécialisé
- DEETS : Diplôme d'État d'éducateur technique spécialisé (supprimé : CAFETS)
- DEJEPS : Diplôme d'État de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport (a remplacé le DEFA : Diplôme État relatif aux fonctions d'animation)
- DEMR : Diplôme d'État de manipulateur d'électroradiologie médicale
- DEP : Diplôme d'État de psychomotricien
- DETAB : Diplôme d'État de technicien en analyses biomédicales
- DEUG : Diplôme d'études universitaires générales, peut être délivré à l'issue de la 2<sup>e</sup> année de licence (L2)
- DEUST : Diplôme d'études universitaires scientifiques et techniques
- DIPC : Diplôme d'institut de promotion commerciale (supprimé)
- DMA : Diplôme des métiers d'art
- DNAP : Diplôme national d'arts plastiques
- DUT : Diplôme universitaire de technologie
- PPH : Diplôme de préparateur en pharmacie hospitalière
- TP : Titre professionnel

### Niveaux 6, 7, 8 (Bac +3 à Bac +8)

- CA : Certificat d'aptitude aux fonctions de professeur de musique, danse ou art dramatique
  - CAFDES : Certificat d'aptitude aux fonctions de directeur d'un établissement social
  - CCO : Certificat de capacité d'orthophoniste
  - DCG : Diplôme de comptabilité et de gestion
  - DEA : Diplôme d'État d'architecte (supprimé : architecte DPLG)
  - DEA : Diplôme d'études approfondies (supprimé)
  - DEC : Diplôme d'expertise comptable
  - DECF : Diplôme d'études comptables et financières (supprimé)
  - DED : Diplôme d'État de diététicien
  - DEE : Diplôme d'État d'ergothérapeute
  - DEI : Diplôme d'État d'infirmier
  - DEIS : Diplôme d'État en Ingénierie Sociale (supprimé : DSTS)
  - DEMK : Diplôme d'État de masseur-kinésithérapeute
  - DEP : Diplôme d'État de puéricultrice
  - DEP : Diplôme d'État de paysagiste (supprimé : Diplôme de paysagiste DPLG)
  - DESCAF : Diplôme d'études supérieures commerciales, administratives et financières (DESCAF)
  - DESCF : Diplôme d'études supérieures comptables et financières (supprimé)
  - DESJEPS : Diplôme d'État supérieur de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport (a remplacé le DEDPAD : Diplôme d'État de directeur de projet d'animation et de développement)
  - DESS : Diplôme d'études supérieures spécialisées (supprimé)
  - DFS ou DNESM : Diplôme de formation supérieure ou Diplôme national supérieur de musique
  - Diplôme national de technologie spécialisé
  - DNAT : Diplôme national d'arts et techniques
  - DNSAP : Diplôme national supérieur d'arts plastiques
  - DNSEP : Diplôme national supérieur d'expression plastique
  - DNSPM : Diplôme national supérieur professionnel de musicien
  - DPECF : Diplôme préparatoire aux études comptables et financières (supprimé)
  - DSCG : Diplôme supérieur de comptabilité et de gestion
- 
- Licence
  - Licence professionnelle

- 
- Maîtrise
  - Master
  
  - Diplômes de grande école
  - Diplôme d'ingénieur (DHET...)
  
  - Diplôme d'État de docteur vétérinaire / Certificat de fin de scolarité des études vétérinaires
  - Diplômes de spécialisation vétérinaire
  - Doctorat
- 

L'ensemble des titres professionnels des niveaux 3 à 6 délivrés par le ministère du travail est accessible sur le site

<https://www.banque.di.afpa.fr/EspaceEmployeursCandidatsActeurs/EGPRecherche.aspx>

***Liste des diplômes professionnels spécifiques***

- Tous concours de la fonction publique (notamment ceux de l'enseignement : premier et second degrés public, agricole, privé sous contrat : CAPES / CAPLP / CAPESA / CAFEPS / CRPE / Agrégation... toutes disciplines)
- CSIA : Certificat supérieur en informatique appliquée
- Diplôme certifié d'État de perruquier maquilleur plasticien
- DPAFP-FLE : Diplôme professionnel de l'Alliance française de Paris en Français Langue Étrangère
- DPI : Diplôme professionnel en infographie
- DRC : Diplôme de responsable commercial (DRC), attribué par l'Institut commercial supérieur des arts et métiers au sein du Conservatoire national des arts et métiers
- DUP : Diplôme universitaire professionnel d'enquêteur privé
- DCB : Diplôme de conservateur des bibliothèques
- DCP : Diplôme de conservateur du patrimoine

**Annexe 2 : Diplômes et titres échelonnés sur les niveaux du cadre européen commun de référence pour les langues (CECRL - 4<sup>ème</sup> alinéa de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté)**

**ADCUEFE (Association des directeurs de centres universitaires d'études françaises pour étrangers)**

- DUEF (Diplôme universitaire d'études françaises) de niveau égal ou supérieur au niveau B1, des universités Paris-Est Créteil Val de Marne, Paris 3 Sorbonne nouvelle et de Nice Sophia Antipolis ;
- « DSEFP C3 » (Diplôme supérieur d'études françaises) de la faculté de lettres de l'université Sorbonne.

**CCIP (Chambre de commerce et d'industrie de Paris - Île-de-France)**

- DFP (diplômes de français professionnel), toutes spécialités de niveau égal ou supérieur au niveau B1.

**France Education international**

- DELF (Diplôme d'études en langue française) de niveau égal ou supérieur au niveau B1 ;
- DALF (Diplôme approfondi de langue française) ;
- DELF Pro (Diplôme d'études en langue française professionnelle) de niveau égal ou supérieur au niveau B1.

**Ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse**

- DCL FLE (Diplôme de compétence en langue - français langue étrangère) de niveau égal ou supérieur au niveau B1.

**Le RNCP : Répertoire national des certifications professionnelles**

Les titres, diplômes et certificats sont inscrits, par activité et par niveau, au répertoire national des certifications professionnelles.

Tout diplôme inscrit au RNCP atteste d'un niveau satisfaisant dans le cadre d'une demande d'acquisition de la nationalité française.

Les titres et les diplômes de l'Éducation nationale sont inscrits de plein droit au Répertoire national des certifications professionnelles, après avis de la Commission nationale de la certification professionnelle.

Il convient de consulter le site [www.rncp.cncp.gouv.fr](http://www.rncp.cncp.gouv.fr) afin de s'assurer que le titre ou le diplôme dont se prévaut le demandeur est bien inscrit au RNCP.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale de la gendarmerie nationale

Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale

**Arrêté du 7 janvier 2020  
portant placement en situation d'affectation temporaire**

NOR : INTJ2000399A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 4138-2.2 et R. 4138-30 à R. 4138-33 ;

Vu la loi n° 2009-971 du 3 août 2009 relative à la gendarmerie nationale ;

Vu le décret n° 2008-946 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des officiers de gendarmerie ;

Vu la convention en date du 11 décembre 2019,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

Dans l'intérêt du service, la lieutenant-colonelle Céline **Michta** (NIGEND : 215218 - NLS : 8063749 - NID : 0757051559) est placée en situation d'affectation temporaire du 1<sup>er</sup> août 2019 au 31 juillet 2022 inclus en qualité de chargée de mission au sein du parquet général de la Cour de cassation à Paris (75).

Article 2

L'intéressée exerce ses fonctions au sein de la Cour de cassation - 5, quai de l'Horloge - 75001 Paris. Pendant la période définie à l'article 1<sup>er</sup>, elle est administrée par le service des ressources humaines du commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale à Rosny-sous-Bois. Pour toute question relative à son emploi, le référent militaire désigné est le directeur des personnels militaires de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 7 janvier 2020.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le général de corps d'armée,  
directeur des personnels  
militaires de la gendarmerie nationale,  
A. De Oliveira*



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale de la gendarmerie nationale

Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale

**Arrêté du 7 janvier 2020  
portant placement en situation d'affectation temporaire**

NOR : INTJ2000409A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 4138-2.2 et R. 4138-30 à R. 4138-33 ;

Vu la loi n° 2009-971 du 3 août 2009 relative à la gendarmerie nationale ;

Vu le décret n° 2008-946 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des officiers de gendarmerie ;

Vu la convention en date du 23 décembre 2019,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

Dans l'intérêt du service, le général de division Xavier **Ducept** (NIGEND : 147158 - NLS : 5257472 - NID : 8778010024) est placé en situation d'affectation temporaire du 15 décembre 2019 au 14 décembre 2022 inclus en qualité de directeur de cabinet au sein du ministère des outre-mer à Paris (75).

Article 2

L'intéressé exerce ses fonctions au 27, rue Oudinot 75007 Paris. Pendant la période définie à l'article 1<sup>er</sup>, il est administré par le service des ressources humaines du commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale à Rosny-sous-Bois. Pour toute question relative à son emploi, le référent militaire désigné est le directeur des personnels militaires de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 7 janvier 2020.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le général de corps d'armée,  
directeur des personnels  
militaires de la gendarmerie nationale,*  
A. De Oliveira

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale de la gendarmerie nationale

Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale

**Arrêté du 7 janvier 2020  
maintenant en situation d'affectation temporaire**

NOR : INTJ2000436A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 4138-2.2 et R. 4138-30 à R. 4138-33 ;

Vu la loi n° 2009-971 du 3 août 2009 relative à la gendarmerie nationale ;

Vu le décret n° 2008-946 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 7 septembre 2016 portant placement en situation d'affectation temporaire ;

Vu la convention en date du 5 août 2016 ;

Vu l'avenant en date du 3 décembre 2019,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

Dans l'intérêt du service, le lieutenant-colonel Yann **Roudeilla** (NIGEND : 166436 - NLS : 8022894 - NID : 9183041208) est maintenu en situation d'affectation temporaire du 1<sup>er</sup> août 2019 au 31 juillet 2020 inclus et est prolongé pour une durée d'un an en qualité de chef du pôle domanialité auprès de la direction de l'évaluation, de la performance et des affaires financières et immobilières du secrétariat général du ministère de l'intérieur à Paris (75).

Article 2

L'intéressé exerce ses fonctions au Ministère de l'intérieur – Secrétariat général – Direction de l'évaluation, de la performance et des affaires financières et immobilières – Sous-direction des affaires immobilières – Bureau synthèse, du patrimoine et de la stratégie – Pôle domanialité – Place Beauvau – 75800 Paris Cedex 08. Pendant la période définie à l'article 1<sup>er</sup>, il est administré par le service des ressources humaines du commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale à Rosny-sous-Bois. Pour toute question relative à son emploi, le référent militaire désigné est le directeur des personnels militaires de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 7 janvier 2020.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le général de corps d'armée,*  
*directeur des personnels*  
*militaires de la gendarmerie nationale,*  
A. De Oliveira

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale de la gendarmerie nationale

Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale

**Arrêté du 15 janvier 2020  
portant placement en situation d'affectation temporaire**

NOR : INTJ2000401A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 4138-2.2 et R. 4138-30 à R. 4138-33 ;

Vu la loi n° 2009-971 du 3 août 2009 relative à la gendarmerie nationale ;

Vu le décret n° 2008-946 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des officiers de gendarmerie ;

Vu la convention en date du 26 novembre 2019,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

Dans l'intérêt du service, le chef d'escadron Benoît **Dufaug** (NIGEND : 215206 - NLS : 8063737 - NID : 0074040538) est placé en situation d'affectation temporaire du 1<sup>er</sup> octobre 2019 au 30 septembre 2022 inclus en qualité de chargé de mission à la direction interministérielle de la transformation publique, à Paris (75).

Article 2

L'intéressé exerce ses fonctions au 20, avenue de Ségur - 75007 Paris. Pendant la période définie à l'article 1<sup>er</sup>, il est administré par le service des ressources humaines du commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale à Rosny-sous-Bois. Pour toute question relative à son emploi, le référent militaire désigné est le directeur des personnels militaires de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 15 janvier 2020.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le général de corps d'armée  
directeur des personnels  
militaires de la gendarmerie nationale,*

A. De Oliveira

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale de la gendarmerie nationale

Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale

**Arrêté du 22 janvier 2020  
portant placement en situation d'affectation temporaire**

NOR : INTJ2000398A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 4138-2.2 et R. 4138-30 à R. 4138-33 ;

Vu la loi n° 2009-971 du 3 août 2009 relative à la gendarmerie nationale ;

Vu le décret n° 2008-946 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des officiers de gendarmerie ;

Vu la convention en date du 6 décembre 2019,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

Dans l'intérêt du service, le lieutenant-colonel Guillaume **Galou** (NIGEND : 215192 - NLS : 8063741 - NID : 9892040023) est placé en situation d'affectation temporaire à compter du 1<sup>er</sup> août 2019 pour une durée maximale de trois ans en qualité d'officier de liaison - conseiller en stratégie et politique au sein du ministère des armées à Paris (75).

Article 2

L'intéressé exerce ses fonctions au ministère des armées – 14, rue Saint-Dominique – 75007 Paris. Pendant la période définie à l'article 1<sup>er</sup>, il est administré par le service des ressources humaines du commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale à Rosny-sous-Bois. Pour toute question relative à son emploi, le référent militaire désigné est le directeur des personnels militaires de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 janvier 2020.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le général de corps d'armée,  
directeur des personnels  
militaires de la gendarmerie nationale,*  
A. De Oliveira

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale de la gendarmerie nationale

Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale

**Arrêté du 22 janvier 2020  
portant placement en situation d'affectation temporaire**

NOR : INTJ2001966A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 4138-2.2 et R. 4138-30 à R. 4138-33 ;

Vu la loi n° 2009-971 du 3 août 2009 relative à la gendarmerie nationale ;

Vu le décret n° 2008-946 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des officiers de gendarmerie ;

Vu la convention en date du 11 octobre 2019,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

Dans l'intérêt du service, la cheffe d'escadron Elen **Vuidard** (NIGEND : 205196 - NLS : 8061506 - NID : 0675061770) est placée en situation d'affectation temporaire du 1<sup>er</sup> septembre 2019 au 31 août 2022 inclus en qualité d'officière de liaison, responsable de la coordination des dispositifs territoriaux au sein de la Délégation interministérielle à l'aide aux victimes à Paris (75).

Article 2

L'intéressée exerce ses fonctions au 13, place Vendôme - 75001 Paris. Pendant la période définie à l'article 1<sup>er</sup>, elle est administrée par le service des ressources humaines du commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale à Rosny-sous-Bois. Pour toute question relative à son emploi, le référent militaire désigné est le directeur des personnels militaires de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 janvier 2020.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le général de corps d'armée,  
directeur des personnels  
militaires de la gendarmerie nationale,*  
A. De Oliveira

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale de la gendarmerie nationale

Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale

**Arrêté du 22 janvier 2020  
portant placement en situation d'affectation temporaire**

NOR : INTJ2001970A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 4138-2.2 et R. 4138-30 à R. 4138-33 ;

Vu la loi n° 2009-971 du 3 août 2009 relative à la gendarmerie nationale ;

Vu le décret n° 2008-946 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des officiers de gendarmerie ;

Vu la convention en date du 11 février 2013 ;

Vu l'avenant en date du 17 octobre 2016 ;

Vu la convention en date du 30 octobre 2019,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

Dans l'intérêt du service, le lieutenant-colonel Christophe **Torrissi** (NIGEND : 163078 - NLS : 8019890 - NID : 9113041725) est placé en situation d'affectation temporaire à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018 pour une durée maximale de trois ans en qualité de chef du département intelligence et sécurité économique au sein de l'institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (INHESJ) à Paris (75).

Article 2

L'intéressé exerce ses fonctions au 1, place Joffre – 75007 Paris. Pendant la période définie à l'article 1<sup>er</sup>, il est administré par le commandement des écoles de la gendarmerie nationale à Rochefort (17). Pour toute question relative à son emploi, le référent militaire désigné est le directeur des personnels militaires de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 janvier 2020.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le général de corps d'armée,  
directeur des personnels  
militaires de la gendarmerie nationale,*  
A. De Oliveira

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale de la gendarmerie nationale

Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale

**Arrêté du 22 janvier 2020  
portant placement en situation d'affectation temporaire**

NOR : INTJ2001972A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 4138-2.2 et R. 4138-30 à R. 4138-33 ;

Vu la loi n° 2009-971 du 3 août 2009 relative à la gendarmerie nationale ;

Vu le décret n° 2008-946 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des officiers de gendarmerie ;

Vu la convention en date du 11 février 2013 ;

Vu l'avenant en date du 17 octobre 2016 ;

Vu la convention en date du 30 octobre 2019,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

Dans l'intérêt du service, le chef d'escadron Olivier **Baptiste** (NIGEND : 308827 - NLS : 8043736 - NID : 9478030537) est placé en situation d'affectation temporaire à compter du 19 mars 2018 pour une durée maximale de trois ans en qualité d'adjoint au chef du département formation sécurité et justice au sein de l'institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (INHESJ) à Paris (75).

Article 2

L'intéressé exerce ses fonctions au 1, place Joffre – 75007 Paris. Pendant la période définie à l'article 1<sup>er</sup>, il est administré par le commandement des écoles de la gendarmerie nationale à Rochefort (17). Pour toute question relative à son emploi, le référent militaire désigné est le directeur des personnels militaires de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 janvier 2020.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le général de corps d'armée,  
directeur des personnels  
militaires de la gendarmerie nationale,*  
A. De Oliveira



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale de la gendarmerie nationale

Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale

**Arrêté du 22 janvier 2020  
portant placement en situation d'affectation temporaire**

NOR : INTJ2001973A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 4138-2.2 et R. 4138-30 à R. 4138-33 ;

Vu la loi n° 2009-971 du 3 août 2009 relative à la gendarmerie nationale ;

Vu le décret n° 2008-946 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des officiers de gendarmerie ;

Vu la convention en date du 11 février 2013 ;

Vu l'avenant en date du 17 octobre 2016 ;

Vu la convention en date du 30 octobre 2019,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

Dans l'intérêt du service, la cheffe d'escadron Anne **De Levezou De Vezin** (NIGEND : 324616 - NLS : 8057359 - NID : 0675070634) est placée en situation d'affectation temporaire à compter du 1<sup>er</sup> août 2019 pour une durée maximale de trois ans en qualité d'officière instructrice – chargée de mission au sein du département intelligence et sécurité économiques de l'institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (INHESJ) à Paris (75).

Article 2

L'intéressée exerce ses fonctions au 1, place Joffre – 75007 Paris. Pendant la période définie à l'article 1<sup>er</sup>, elle est administrée par le commandement des écoles de la gendarmerie nationale à Rochefort (17). Pour toute question relative à son emploi, le référent militaire désigné est le directeur des personnels militaires de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 janvier 2020.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le général de corps d'armée,  
directeur des personnels  
militaires de la gendarmerie nationale,*  
A. De Oliveira

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale de la gendarmerie nationale

Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale

**Arrêté du 22 janvier 2020  
portant placement en situation d'affectation temporaire**

NOR : INTJ2001974A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 4138-2.2 et R. 4138-30 à R. 4138-33 ;

Vu la loi n° 2009-971 du 3 août 2009 relative à la gendarmerie nationale ;

Vu le décret n° 2008-946 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des officiers de gendarmerie ;

Vu la convention en date du 11 février 2013 ;

Vu l'avenant en date du 17 octobre 2016 ;

Vu la convention en date du 30 octobre 2019,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

Dans l'intérêt du service, la capitaine Sophie **Shushi** (NIGEND : 232290 - NLS : 8085498 - NID : 0477081844) est placée en situation d'affectation temporaire à compter du 1<sup>er</sup> août 2019 pour une durée maximale de trois ans en qualité de chargée de mission au sein du département formation sécurité et justice de l'institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (INHESJ) à Paris (75).

Article 2

L'intéressée exerce ses fonctions au 1, place Joffre – 75007 Paris. Pendant la période définie à l'article 1<sup>er</sup>, elle est administrée par le commandement des écoles de la gendarmerie nationale à Rochefort (17). Pour toute question relative à son emploi, le référent militaire désigné est le directeur des personnels militaires de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 janvier 2020.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le général de corps d'armée,  
directeur des personnels  
militaires de la gendarmerie nationale,*  
A. De Oliveira

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale de la gendarmerie nationale

Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale

**Arrêté du 23 janvier 2020  
portant placement en situation d'affectation temporaire**

NOR : INTJ2001969A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 4138-2.2 et R. 4138-30 à R. 4138-33 ;

Vu la loi n° 2009-971 du 3 août 2009 relative à la gendarmerie nationale ;

Vu le décret n° 2008-946 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté portant placement en situation d'affectation temporaire du 29 octobre 2019 ;

Vu l'ordre de mutation n° 74548 GEND/DPMGN/SDGP/BPO/SHE du 31 octobre 2019 ;

Vu la convention en date du 21 janvier 2020,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

Dans l'intérêt du service, il est mis fin à l'affectation temporaire du chef d'escadron Benoît **Pierre** (NIGEND : 163361 - NLS : 8020177 - NID : 9386010507) au sein du secrétariat général du ministère de l'intérieur à Paris (75).

Article 2

L'intéressé est placé en situation d'affectation temporaire pour une durée maximale de trois ans en qualité d'officier de liaison au sein du comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation (CIPDR) à Paris (75).

Article 3

L'intéressé exerce ses fonctions au 27, rue Oudinot - 75007 Paris. Pendant la période définie à l'article 2, il est administré par le service des ressources humaines du commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale à Rosny-sous-Bois. Pour toute question relative à son emploi, le référent militaire désigné est le directeur des personnels militaires de la gendarmerie nationale.

Article 4

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 23 janvier 2020.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le général de corps d'armée,*  
*directeur des personnels*  
*militaires de la gendarmerie nationale,*  
A. De Oliveira

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

---

**Arrêté du 18 février 2020**  
**portant nomination des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail**  
**de service central de réseau de la direction générale de la police nationale**

NOR : INTC2003062A

*(Ce texte annule et remplace la publication au Bulletin officiel n° 2020-03 du 15 mars 2020)*

Le ministre de l'intérieur,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 95-654 du 9 mai 1995 modifié fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires actifs des services de la police nationale ;

Vu le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 modifié relatif aux comités techniques dans les administrations et dans les établissements publics de l'État ;

Vu le décret n° 2013-728 du 12 août 2013 modifié portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur, notamment son article 6 ;

Vu l'arrêté du 26 septembre 2014 portant création du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de réseau, de service central de réseau, des services déconcentrés, et spécial de la police nationale ;

Vu l'arrêté du 2 janvier 2019 modifié portant répartition des sièges des représentants du personnel au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de réseau de la direction générale de la police nationale ;

Vu l'arrêté du 19 février 2019 portant nomination des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de service central de réseau de la direction générale de la police nationale ;

Vu les désignations des représentants du personnel effectuées par les organisations syndicales, notamment la correspondance en date du 28 janvier 2020 de la Fédération de Syndicats du Ministère de l'Intérieur-Force Ouvrière ;

Sur proposition du directeur général de la police nationale,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

M. Réginal PRINCERUS est désigné en qualité de représentant suppléant du personnel au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de service central de réseau de la direction générale de la police nationale, au titre de la Fédération de syndicats du ministère de l'intérieur (FSMI Force ouvrière), en remplacement de Mme Brigitte SUZZONI.

Article 2

Le directeur général de la police nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 18 février 2020.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur général de la police nationale,*  
F. Veaux

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale de la gendarmerie nationale

Direction des personnels militaires de la gendarmerie  
nationale

**Décision n° 10 266 du 19 février 2020**  
**portant agrément pour l'outre-mer des sous-officiers du corps de soutien technique**  
**et administratif de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ2004172S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 modifié, portant statut particulier des corps de sous-officiers et officiers marins de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale ;

Vu le décret n° 2008-961 du 12 septembre 2008 modifié, relatif aux militaires engagés ;

Vu la circulaire n° 970 980/GEND/DPMGN/SDGP/BPSOGV du 3 septembre 2015 relative à la gestion des sous-officiers de la gendarmerie affectés outre-mer,

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

La demande outre-mer formulée par le maréchal des logis **BOCHU** Thomas – Nigend : 363 411 – de la spécialité « auto-engins blindés », est agréée au titre du commandement de la gendarmerie de la GUADELOUPE.

Article 2

Le terme de la validité de cet agrément est fixé au 31 décembre 2020.

Article 3

Compte tenu du caractère révocable de l'agrément, aucune mesure d'ordre privé à caractère définitif se rapportant au département outre-mer ne devra être prise par le sous-officier dont la candidature est retenue avant la notification de son ordre de mutation individuel. Il sera rendu compte, sous référence du présent timbre de tout changement de position ou de situation intervenant postérieurement à la date de la décision.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 19 février 2020.

Pour le ministre et par délégation :

*Le colonel,*

*Chef du bureau du personnel sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale,*

J.MEILLARD

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

---

**Arrêté du 11 mars 2020**  
**relatif à la composition du comité technique de réseau**  
**de la direction générale de la police nationale**

NOR : *INTC2005650A*

Le ministre de l'intérieur,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 modifié relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements de l'État ;

Vu le décret n° 2014-1094 du 26 septembre 2014 instituant un comité technique de réseau de la direction générale de la police nationale et un comité technique de proximité de la direction générale de la sécurité intérieure ;

Vu l'arrêté du 26 septembre 2014 modifié pris pour l'application du décret n° 2014-1094 du 26 septembre 2014 instituant un comité technique de réseau de la direction générale de la police nationale et un comité de proximité de la direction générale de la sécurité intérieure ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 2018 relatif à la composition du comité technique de réseau de la direction générale de la police nationale,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

M. Frédéric VEAUX est nommé, en qualité de directeur général de la police nationale, au comité technique de réseau de la direction générale de la police nationale, en remplacement de M. Eric MORVAN.

Article 2

Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 11 mars 2020.

Christophe CASTANER



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

---

**Arrêté du 11 mars 2020**  
**relatif à la composition du comité technique de service central**  
**de réseau de la direction générale de la police nationale**

NOR : *INTC2005673A*

Le ministre de l'intérieur,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 modifié relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'État ;

Vu l'arrêté du 26 septembre 2014 modifié portant création du comité technique de service central de réseau de la direction générale de la police nationale ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 2018 relatif à la composition du comité technique de service central de réseau de la direction générale de la police nationale,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

M. Frédéric VEAUX est nommé, en qualité de directeur général de la police nationale, au comité technique de service central de réseau de la direction générale de la police nationale, en remplacement de M. Eric MORVAN.

Article 2

M. Claude FOURCAULX et Mme Cécile ASTOUX sont nommés, en qualité de représentants du personnel, au comité technique de service central de réseau de la direction générale de la police nationale, au titre de l'UNSA-FASMI, membres suppléants, en remplacement respectivement de Mme Sabine FILIPPINI ROUSSEAU et M. Alain GRAPPIN.

Article 3

Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 11 mars 2020.

Christophe CASTANER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale de la gendarmerie nationale

Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale

**Arrêté du 10 février 2020**  
**portant maintien dans un grade et un emploi un officier commissionné servant au titre de**  
**l'article L. 4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ2004086A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L. 4132-10 ;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés ;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2011 modifié fixant la liste des emplois d'officiers et de sous-officiers commissionnés recrutés au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense au sein de la gendarmerie nationale ;

Vu l'arrêté du 26 juin 2018 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

Mme Lauren **Weiss** (NIGEND : 418632 - NLS : 8172993 - NID : 0683070549) est maintenue au grade de lieutenant, en qualité d'officière commissionnée servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense dans son emploi de psychologue, officière conseil en recrutement et gestion des compétences, au sein de la région de gendarmerie Provence-Alpes-Côte d'Azur - zone de défense et de sécurité Sud à Marseille (13), pour une durée de trois ans à compter du 1<sup>er</sup> août 2020.

Article 2

L'intéressée reste rattachée au corps des officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 10 février 2020.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le général de division,*  
*adjoint au directeur des personnels militaires*  
*de la gendarmerie nationale,*  
A. Browaëys

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

\_\_\_\_\_  
Commandement des réserves  
de la gendarmerie  
\_\_\_\_\_

**Arrêté du 14 février 2020  
conférant un grade d'officier de réserve  
au titre de l'article L. 4221-3 du code de la défense**

NOR : INTJ2003898A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 4221-3, L. 4221-6 et R. 4211-4 à R. 4221-28,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

Mme Samira **Bellamine** est nommée au grade de lieutenant de réserve, en qualité de spécialiste, en vue d'apporter son expertise dans le domaine de la comptabilité au profit de la sous-direction de la police judiciaire de la direction générale de la gendarmerie nationale.

Article 2

L'intéressée est rattachée au corps technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 14 février 2020.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de division,  
commandant et délégué aux réserves  
de la gendarmerie,  
secrétaire général de la réserve citoyenne  
de défense et de sécurité,  
O. Kim*

MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS  
ET DE LA SANTÉ

---

**Arrêté du 21 février 2020**  
**fixant la liste des candidats ayant obtenu le diplôme national**  
**de thanatopracteur**

NOR : SSAP2030115A

La ministre des solidarités et de la santé et la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2223-45 et D. 2223-130 ;

Vu la délibération du jury national chargé d'examiner les candidats au diplôme national de thanatopracteur en date du 31 janvier 2020,

Arrêtent :

Article 1<sup>er</sup>

Ont obtenu le diplôme national de thanatopracteur, au titre de la session 2018-2019, les candidats suivants :

Mme ANDRE Noémie  
Mme ATTINOST Maéva  
Mme BANC Céline  
Mme BARTHELET Olivia  
M. BOGNIAUD Joceran  
Mme BOUPIES Julia  
Mme BOUR Laurence  
M. CAUCHON Martin  
Mme CLEMENT Laurianne  
Mme COATALEM Laurie  
Mme COPPE Emeline  
Mme CUISINIER-RAYNAL Juliette  
Mme DESPRES Hanaé  
Mme DETE Ophélie  
Mme DEVERS Eva  
Mme DORDIN Julie  
Mme DORIDANT Eve  
Mme DUBOIS Romane  
Mme FORESTIER Céline  
Mme FOUR Cyrielle  
Mme GALLIET Bertille  
M. GENTIL Victor  
Mme GERARD Manon

M. GUILLON Willy  
Mme GUTH Maïté  
Mme HARIVEL Magali  
M. HUGUENIN Samuel  
Mme JAILLET Stéphanie  
Mme JEGOUZO Gwenaëlle  
Mme LACROUTS-BORIE Patricia  
Mme LE LOUER Tiphaine  
Mme LECOURTOIS Luce  
Mme LEMIERE Audrey  
Mme LESGOURGUES Elaïa  
Mme LUME Martine  
Mme MARCHAL Candice  
M. MARGAINE Jean  
Mme MONPAYS Stéphanie  
M. MOREAU Florian  
Mme MOREIRA Marie  
M. MORO Alex  
Mme PAGET Eva  
M. PAQUEREAU Benjamin  
Mme POPOWKIN Natacha  
M. QUICHANTE Wilfried  
Mme SAMSON Anaïs  
M. SEGUIN Yannick  
Mme SERVANT Marine  
Mme SINKUIN Fanny  
Mme T'JOEN Pauline  
Mme VAILLEND Amélie  
Mme VIDAL Gaëlle  
Mme YAGOUB Lucille

## Article 2

Le directeur général de la santé et le directeur général des collectivités locales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère des solidarités et de la santé et au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 21 février 2020.

La ministre des solidarités et de la santé,  
Pour la ministre et par délégation :  
*Le directeur général de la santé,*  
J. Salomon

La ministre de la cohésion des territoires  
et des relations avec les collectivités territoriales,  
Pour la ministre et par délégation :  
*Le directeur général des collectivités locales,*  
S. Bourron

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale de la gendarmerie nationale

Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale

**Arrêté du 28 février 2020  
portant maintien dans un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de  
l'article L. 4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ2006143A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L. 4132-10 ;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés ;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2011 modifié fixant la liste des emplois d'officiers et de sous-officiers commissionnés recrutés au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense au sein de la gendarmerie nationale ;

Vu l'arrêté du 5 novembre 2015 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

M. Nicolas Valescant (NIGEND : 379970 - NLS : 8126407 - NID : 1159012184) est maintenu au grade de capitaine, en qualité d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense, dans son emploi de chargé de projet et de développement, expert en investigations numériques et en sciences des données à la division analyse et investigation criminelles du pôle judiciaire de la gendarmerie nationale à Pontoise, pour une durée d'un mois, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2020.

Article 2

L'intéressé reste rattaché au corps des officiers de gendarmerie.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 28 février 2020.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le général de corps d'armée,*  
*directeur des personnels*  
*militaires de la gendarmerie nationale,*  
A. De Oliveira

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale de la gendarmerie nationale

Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale

**Décision n° 11405 du 2 mars 2020**  
**portant attribution de la prime de haute technicité aux sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ2005915S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 54-539 du 26 mai 1954 modifié, instituant une prime de qualification en faveur de certains officiers et militaires non officiers à solde mensuelle ;

Vu le décret n° 2017-1005 du 9 mai 2017 portant diverses mesures d'amélioration de la condition du personnel militaire ;

Vu l'instruction n° 9469/GEND/DPMGN/SDGP du 5 février 2019 relative à l'attribution et au retrait de la prime de haute technicité pour les sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale ;

Vu la circulaire n° 63943/GEND/DPMGN/SDGP/BPSOCSTAGN du 25 septembre 2019 relative à l'attribution et au retrait de la prime de haute technicité aux sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale au titre de l'année 2020 ;

Vu le bordereau d'envoi n° 85105/GEND/DPMGN/SDGP/BPSOCSTAGN du 23 décembre 2019,

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

La prime de haute technicité est attribuée aux sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale dont le nom figure ci-après à compter du 1<sup>er</sup> mars 2020.

<b>Lucas</b>	Christophe	Nigend : 218 734
<b>Labourey</b>	Romain	Nigend : 218 728
<b>Lebas</b>	Cyril	Nigend : 218 731
<b>Tonnaud</b>	Bénédicte	Nigend : 218 749
<b>Jarjavail</b>	Christine	Nigend : 219 711
<b>Fricout</b>	Olivier	Nigend : 218 722

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 mars 2020.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le général de division, adjoint au directeur  
des personnels militaires de la gendarmerie nationale,*  
O. Courtet



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

---

**Arrêté du 7 mars 2020**  
**portant attribution de la médaille de la sécurité intérieure**

NOR : *INTK2001417A*

Le ministre de l'intérieur,

Vu les articles D. 141-2 à D. 141-10 du code de la sécurité intérieure ;

Vu l'arrêté du 21 septembre 2019 pris pour l'application des articles D. 141-2 à D. 141-10 du code de la sécurité intérieure,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

Dans le cadre d'une promotion exceptionnelle « 75<sup>ème</sup> anniversaire du débarquement », une médaille de la sécurité intérieure est attribuée aux personnes suivantes :

I. Echelon or :

M. AUBANEL Frédéric, général de brigade de gendarmerie.  
M. AUBRION Antoine, docteur, SAMU Calvados.  
M. CAPELLE Olivier, colonel de gendarmerie.  
M. ESSON Cédric, commissaire général de police.  
Mme GOYET Camille, sous-préfète.  
M. LE CAM Hervé, colonel de gendarmerie.  
M. LOUPRET Loïc, chef d'escadron de gendarmerie.  
M. NEVEU Patrick, lieutenant-colonel de gendarmerie.  
M. PASQUALOTTI Romain, commandant de sapeurs-pompiers professionnels.  
M. ROUPIE Eric, professeur de médecine.  
Mme SLAWINSKI Brigitte, lieutenant-colonelle de réserve de gendarmerie.

II. Echelon argent :

M. AUDOUIN Laurent, lieutenant-colonel de gendarmerie.  
M. BABEL Heddi, ingénieur hors classe.  
Mme BERNARD Monique, attachée principale d'administration de l'État.  
M. BOULBEN Pierre-Yves, commandant de sapeurs-pompiers professionnels.  
M. BROUELLE Jean, lieutenant de sapeurs-pompiers volontaires.  
M. CHAMPION Philippe, chef d'escadron de gendarmerie.  
M. CORBIN Michel, ingénieur principal des systèmes d'information et de communication.  
M. COZETTE Jean-François, lieutenant-colonel de gendarmerie.  
M. DELLON Olivier, commandant de police, démineur.  
M. DROU Antoine, attaché principal d'administration de l'État.  
M. FERRIER Vincent, sous-préfet.  
M. GAUDIN Yannick, commandant de sapeurs-pompiers professionnels.  
Mme GAVINI-CHEVET Christine, rectrice.  
M. GOURIOU Yannick, lieutenant-colonel de gendarmerie.  
M. GUYON Stéphane, sous-préfet.  
M. HUE Raphaël, commandant de sapeurs-pompiers professionnels.  
M. LANGRAND Bertrand, capitaine de réserve de gendarmerie.

M. LE HOUSSEL Pierre-Yves, médecin de classe exceptionnelle de sapeurs-pompiers professionnels.  
 M. LECONTE Franck, directeur de l'ONACVG du Calvados.  
 M. MARY Laurent, directeur départemental des territoires et de la mer du Calvados.  
 M. MERCIER Julien, chef d'escadron de gendarmerie.  
 M. MINICONI Julien, commissaire divisionnaire de police.  
 M. MIR Richard, sous-préfet.  
 M. NÉEL Francis, capitaine de gendarmerie.  
 M. NOLE Franck, capitaine de gendarmerie.  
 M. PICHARD Benoît, sous-préfet.  
 M. TRONVILLE Mathieu, intendant.  
 M. VENANT Patrick, sous-préfet.  
 M. VERGNE Franck, ingénieur divisionnaire de l'agriculture et de l'environnement.  
 M. VOYEN Sandy, attaché principal d'administration de l'État.

### III. Echelon bronze :

Mme BAAZIZ Meriem, attachée d'administration de l'État hors classe.  
 M. BECHU Olivier, commandant de police.  
 M. BOUCHAUD Frédéric, commandant divisionnaire fonctionnel de police.  
 M. BOUVIER Mathias, directeur académique des services de l'Education nationale du Calvados, inspecteur académique.  
 M. BRICIER David, chef d'escadron de gendarmerie.  
 Mme BRILLANT Lydia, majeure responsable d'unité locale de police.  
 M. CATHERINE Joël, intendant.  
 M. CATOIRE Matthieu, brigadier de police, démineur.  
 M. CAYEZ Philippe, adjoint administratif principal de 2<sup>e</sup> classe.  
 M. CHESNAIS Yannick, commandant divisionnaire de police.  
 M. COEURET Julien, président de l'unité mobile de premiers secours du Calvados.  
 M. DE SCHUTTER Alain, major de police.  
 Mme DEBIEVE Hélène, sous-préfète.  
 M. DECORTE Ludovic, commandant de police.  
 Mme DESMORTREUX Julie, secrétaire administrative de classe supérieure.  
 M. DIVAY Arnaud, lieutenant de 2<sup>e</sup> classe de sapeurs-pompiers professionnels.  
 M. DOUPEUX Hugues, commandant divisionnaire fonctionnel de police.  
 M. DUTHEIL Marc, commandant divisionnaire fonctionnel de police.  
 Mme FORTIN Béatrice, sergente-chef de sapeurs-pompiers professionnels.  
 M. GELMI Jean-Paul, chauffeur.  
 M. GOULLET DE RUGY Vincent, médecin de classe normale, contractuel.  
 Mme HAZE-HAGRON Maryline, directrice des plateformes aéroportuaires de Caen-Carpique et de Deauville-Normandie.  
 Mme HIBERT Delphine, cadre de santé.  
 M. LABROSSE Frédéric, commandant divisionnaire fonctionnel de police.  
 M. LAILLIER Alain, chauffeur.  
 Mme LARSONNEUR Myriam, secrétaire administrative.  
 Mme LE ROUX Typhaigne, infirmière en santé publique.  
 M. LECHARTREUX Alexis, responsable opérationnel de la protection civile du Calvados.  
 M. LEFEBVRE Pascal, ingénieur en chef.  
 Mme LEROY Séverine, adjudante-chef de sapeurs-pompiers professionnels.  
 M. LETEMPLIER Benoît, brigadier-chef de police.  
 M. MARIE Mickaël, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels.  
 Mme MARIE Nadine, attachée d'administration de l'État.  
 Mme MOLIN Fanny, adjointe à la directrice de l'aéroport de Caen.  
 Mme MORDELET Nathalie, adjointe administrative 2<sup>e</sup> classe.  
 M. NOULENS Thierry, colonel, délégué militaire départemental du Calvados.  
 M. PHILIPPE Anthony, commandant de sapeurs-pompiers professionnels.  
 M. PIERSON Sébastien, lieutenant de gendarmerie.  
 M. PORET Christophe, major de police.

M. QUETIER Guillaume, lieutenant-colonel de sapeurs-pompiers professionnels.  
Mme RATEAU Isabelle, agente technique.  
Mme REDON Marie-Solange, ambulancière.  
Mme ROUARD Florence, commandante divisionnaire fonctionnelle de police.  
M. SANCHES Miguel, cuisinier.  
Mme VESVAL Tiphaigne, ingénieure de santé publique.  
M. VILDEY Daniel, major de police.

#### Article 2

Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses* de la République française et au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 7 mars 2020.

Christophe CASTANER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

---

**Arrêté du 13 mars 2020**  
**portant attribution de la médaille d'honneur des sapeurs-pompiers avec rosette pour services exceptionnels**

NOR : INTE2007379A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le décret n° 2017-1155 du 10 juillet 2017 relatif à la médaille d'honneur des sapeurs-pompiers,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

La médaille d'honneur des sapeurs-pompiers avec rosette pour services exceptionnels est décernée, à titre posthume, à M. MOUTAMA José, sergent de sapeurs-pompiers volontaires, à l'échelon or.

Article 2

Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses* de la République française et au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 13 mars 2020.

Christophe CASTANER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

\_\_\_\_\_

**Arrêté du 13 mars 2020**  
**portant attribution de la médaille de la sécurité intérieure**

NOR : INTE2007382A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles D. 141-2 à D. 141-10,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

La médaille de la sécurité intérieure, échelon or, est décernée à M. MOUTAMA José, sergent de sapeurs-pompiers volontaires, à titre posthume.

Article 2

Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses* de la République française et au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 13 mars 2020.

Christophe CASTANER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

---

**Arrêté du 20 mars 2020**  
**portant attribution de la médaille d'honneur des sapeurs-pompiers avec rosette pour services exceptionnels**

NOR : *INTE2008080A*

Le ministre de l'intérieur,

Vu le décret n° 2017-1155 du 10 juillet 2017 relatif à la médaille d'honneur des sapeurs-pompiers,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

La médaille d'honneur des sapeurs-pompiers avec rosette pour services exceptionnels est décernée, à titre posthume, à Monsieur Steeve SCAFFA, sergent de sapeurs-pompiers volontaires, à l'échelon or.

Article 2

Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses* de la République française et au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 20 mars 2020.

Christophe CASTANER

## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine et  
gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité  
Sud-Ouest

**Décision n° 4652 du 3 février 2020**

**portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de  
gendarmerie départementale de la Dordogne, de la Gironde, des Landes, de Lot-et-Garonne et  
des Pyrénées-Atlantiques**

NOR : INTJ2002772S

Le commandant de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 50837 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929972S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1<sup>er</sup> mars 2020 :

<b>Moine</b>	Christophe	NIGEND : 134 414	NLS : 5 311 365
<b>Michelet</b>	Sylvain	NIGEND : 137 992	NLS : 5 322 169

## Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> mars 2020 :

<b>Martinez</b>	Sandrine	NIGEND : 163 764	NLS : 8 020 469
<b>Lapègue</b>	David	NIGEND : 175 579	NLS : 8 028 561
<b>Gasparello</b>	Pascal	NIGEND : 162 910	NLS : 8 019 739

## Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> mars 2020 :

<b>Boukamel</b>	Djannet	NIGEND : 226 844	NLS : 8 075 287
<b>Aranda</b>	Laurent	NIGEND : 172 110	NLS : 8 027 200
<b>L'Anquetil</b>	Alexandre	NIGEND : 204 421	NLS : 8 055 293
<b>Courtellarre</b>	Jean-Louis	NIGEND : 143 971	NLS : 8 002 824
<b>Boffety</b>	Pierre	NIGEND : 160 293	NLS : 8 017 308
<b>Josselin</b>	Sabrina	NIGEND : 247 332	NLS : 8 089 212
<b>Loiret</b>	Jean-Michel	NIGEND : 69 929	NLS : 5 271 243
<b>Portal</b>	Olivier	NIGEND : 176 689	NLS : 8 028 874

## Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> mars 2020 :

<b>Frigo</b>	Claude	NIGEND : 238 494	NLS : 8 087 164
<b>Chemin</b>	Pierre	NIGEND : 216 097	NLS : 8 069 829
<b>Gau</b>	Dimitry	NIGEND : 348 422	NLS : 8 140 195
<b>Morati</b>	Mathieu	NIGEND : 179 000	NLS : 8 037 840
<b>Mazenc</b>	Brice	NIGEND : 345 035	NLS : 8 138 793
<b>Guiltçou</b>	Charlotte	NIGEND : 307 450	NLS : 8 091 341

## Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 3 février 2020.

*Le général de corps d'armée,  
commandant la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,  
J.-P. Michel*



## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine  
 et gendarmerie pour la zone de défense  
 et de sécurité Sud-Ouest

**Décision n° 4651 du 3 février 2020**  
**portant promotion de sous-officiers de gendarmerie**  
**du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest**  
 NOR : INTJ2002774S

Le commandant de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 50836 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929973S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> mars 2020 :

<b>Malric</b>	Thierry	NIGEND : 125 744	NLS : 5 279 855
---------------	---------	------------------	-----------------

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> mars 2020 :

<b>Villeneuve</b>	Stéphan	NIGEND : 190 567	NLS : 8 038 998
-------------------	---------	------------------	-----------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> mars 2020 :

<b>Givaudan</b>	Frédéric	NIGEND : 163 986	NLS : 8 020 544
<b>Sauboua</b>	Patrick	NIGEND : 146 958	NLS : 8 004 894

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> mars 2020 :

<b>L'Humbert</b>	Lilian	NIGEND : 245 943	NLS : 8 098 079
<b>Specq</b>	Hélène	NIGEND : 313 718	NLS : 8 142 823
<b>Fabre</b>	Cédric	NIGEND : 225 945	NLS : 8 074 769

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 3 février 2020.

*Le général de corps d'armée,  
commandant la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,*  
J.-P. Michel

## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie des Pays de la Loire

**Décision n° 3551 du 3 février 2020**  
**portant promotion de sous-officiers de gendarmerie**  
**du cadre général de la région de gendarmerie des Pays de la Loire**

NOR : INTJ2002789S

Le commandant la région de gendarmerie des Pays de la Loire, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Loire-Atlantique,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 38205 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929986S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> mars 2020 :

<b>Le Martret</b>	Denis	NIGEND :	160 460	NLS :	8 017 459
-------------------	-------	----------	---------	-------	-----------

## Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> mars 2020 :

<b>Lecru</b>	Johann	NIGEND :	199 876	NLS :	8 048 749
<b>Bernadac</b>	Martin	NIGEND :	168 398	NLS :	8 024 210

## Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> mars 2020 :

<b>Denis</b>	Mickaël	NIGEND :	197 695	NLS :	8 055 903
<b>Pauvert</b>	Frédéric	NIGEND :	165 716	NLS :	8 022 272
<b>Féau</b>	Fabrice	NIGEND :	138 928	NLS :	5 323 441
<b>Bonnin</b>	Guillaume	NIGEND :	243 612	NLS :	8 088 653
<b>Fauchereau</b>	Charlotte	NIGEND :	195 112	NLS :	8 047 747
<b>Sureau</b>	Erwann	NIGEND :	186 651	NLS :	8 037 563

## Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> mars 2020 :

<b>Dalino</b>	Flavien	NIGEND :	187 643	NLS :	8 043 480
<b>Magrini</b>	Florian	NIGEND :	365 977	NLS :	8 046 439
<b>Pere</b>	Ludovic	NIGEND :	305 937	NLS :	6 646 934
<b>Garry</b>	Julien	NIGEND :	204 856	NLS :	8 058 933
<b>Navet</b>	Gianni	NIGEND :	383 658	NLS :	8 155 245
<b>Poque</b>	Laétitia	NIGEND :	188 006	NLS :	8 038 460
<b>Borrego</b>	Georges	NIGEND :	303 158	NLS :	8 090 617

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 3 février 2020.

*Le général,*  
*commandant la région de gendarmerie des Pays de la Loire,*  
*commandant le groupement de gendarmerie départementale*  
*de la Loire-Atlantique,*  
J.-M. Verrando

## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Sud-Est

**Décision n° 6836 du 4 février 2020**  
**portant promotion de sous-officiers de gendarmerie**  
**du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est**

NOR : INTJ2002791S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 71137 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929991S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> mars 2020 :

<b>André</b>	Frédéric	NIGEND : 157 672	NLS : 8 015 101
--------------	----------	------------------	-----------------

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> mars 2020 :

<b>Martinet</b>	Patrick	NIGEND : 163 049	NLS : 8 019 861
-----------------	---------	------------------	-----------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> mars 2020 :

<b>Zerillo</b>	Damien	NIGEND : 239 803	NLS : 8 087 777
<b>Teyssèdre</b>	Jérémy	NIGEND : 241 803	NLS : 8 095 078
<b>Evrard</b>	Guillaume	NIGEND : 267 753	NLS : 8 115 911

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> mars 2020 :

<b>Belleville</b>	Steven	NIGEND : 327 654	NLS : 8 116 177
<b>Lemoine</b>	Guillaume	NIGEND : 305 112	NLS : 8 103 700

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 4 février 2020.

*Le général de corps d'armée,  
commandant la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est,*  
P. Guimbert

## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie du Centre-Val de Loire

**Décision n° 2518 du 6 février 2020**  
**portant promotion de sous-officiers de gendarmerie**  
**du cadre général de la région de gendarmerie du Centre-Val de Loire**

NOR : INTJ2002785S

Le commandant de la région de gendarmerie du Centre-Val de Loire, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Loiret,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 27770 du 05 décembre 2019 (NOR : INTJ1929982S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> mars 2020 :

<b>Gérard</b>	Fabrice	NIGEND : 126 827	NLS : 5 279 346
---------------	---------	------------------	-----------------

## Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> mars 2020 :

<b>Bénech</b>	Hervé	NIGEND : 149 129	NLS : 8 006 709
<b>Biron</b>	Nicolas	NIGEND : 179 235	NLS : 8 033 272
<b>Deslandes</b>	Déborah	NIGEND : 183 246	NLS : 8 033 925

## Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> mars 2020 :

<b>Percheron</b>	Benjamin	NIGEND : 322 422	NLS : 8 113 725
<b>Quétier</b>	Sylvain	NIGEND : 237 968	NLS : 8 082 625
<b>Fourrier</b>	Kelly	NIGEND : 244 527	NLS : 8 096 863
<b>Verger</b>	Laurent	NIGEND : 206 279	NLS : 8 062 296
<b>Lecat</b>	Lise	NIGEND : 238 832	NLS : 8 083 184
<b>Vermersch</b>	Nicolas	NIGEND : 180 087	NLS : 8 029 783
<b>Laplantine</b>	Romain	NIGEND : 310 367	NLS : 6 667 804
<b>Lafaye</b>	Alexandre	NIGEND : 318 528	NLS : 8 111 620

## Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> mars 2020 :

<b>Cario</b>	Franck	NIGEND : 235 096	NLS : 8 080 391
<b>Becquet</b>	Guillaume	NIGEND : 174 756	NLS : 8 034 901
<b>Vieira</b>	Dorian	NIGEND : 338 900	NLS : 8 135 891
<b>Cojean</b>	Sébastien	NIGEND : 371 111	NLS : 8 037 287
<b>Henriol</b>	Patrick	NIGEND : 206 245	NLS : 8 062 262

**Di Sotto**  
**Drosin**

Lucas  
Guillaume

NIGEND : 316 706  
NIGEND : 338 908

NLS : 8 110 884  
NLS : 8 108 075

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 6 février 2020.

*Le général,*  
*commandant la région de gendarmerie du Centre-Val de Loire ,*  
*commandant le groupement de gendarmerie départementale du Loiret,*  
F. Aubanel



## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte  
d'Azur et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Sud

**Décision n° 6692 du 6 février 2020**  
**portant promotion de sous-officiers de gendarmerie**  
**du cadre général de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur**

NOR : INTJ2002795S

Le commandant de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 55658 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929994S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1<sup>er</sup> mars 2020 :

<b>Cesari</b>	Philippe	NIGEND : 156 548	NLS : 8 014 119
<b>Allais</b>	Frédéric	NIGEND : 136 448	NLS : 5 324 101

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> mars 2020 :

<b>Cabasson</b>	David	NIGEND : 187 958	NLS : 8 038 413
<b>Hugou</b>	Christophe	NIGEND : 145 557	NLS : 8 004 835
<b>Delhayé</b>	Marc	NIGEND : 153 941	NLS : 8 011 731
<b>Boutellaa</b>	Cherif	NIGEND : 194 785	NLS : 8 053 974
<b>Rocher</b>	Jean-Marc	NIGEND : 195 060	NLS : 8 047 794

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> mars 2020 :

<b>Fuchs</b>	Franck	NIGEND : 308 192	NLS : 8 091 565
<b>Holota</b>	Sophie	NIGEND : 224 815	NLS : 8 074 181
<b>Dambreville</b>	Sébastien	NIGEND : 180 505	NLS : 8 029 826
<b>Gomez</b>	Aurélia	NIGEND : 206 757	NLS : 8 060 614
<b>Collin</b>	David	NIGEND : 184 373	NLS : 8 040 654
<b>Feyrit</b>	Stéphane	NIGEND : 236 643	NLS : 8 086 776
<b>Chenel</b>	Jérôme	NIGEND : 303 406	NLS : 8 090 883
<b>Poirier</b>	Philippe	NIGEND : 204 564	NLS : 8 061 001

## Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> mars 2020 :

<b>Bouzouita</b>	Abderrazak	NIGEND : 247 954	NLS : 8 089 293
<b>Bourgeon</b>	Vanessa	NIGEND : 358 886	NLS : 8 146 812
<b>Micallef</b>	Franck	NIGEND : 239 290	NLS : 6 547 929
<b>Usluer</b>	Benjamin	NIGEND : 202 495	NLS : 8 054 565
<b>Le Boubennec</b>	Joan	NIGEND : 351 334	NLS : 6 712 213
<b>Gerges</b>	Alexandre	NIGEND : 182 164	NLS : 8 041 636
<b>Dussenne</b>	Alexandre	NIGEND : 228 062	NLS : 8 076 200
<b>Ariey-Jougard</b>	Loïc	NIGEND : 217 063	NLS : 8 070 604
<b>Dupont</b>	Charlotte	NIGEND : 340 297	NLS : 8 136 824
<b>Zembama</b>	Veina	NIGEND : 362 415	NLS : 8 143 968

## Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 6 février 2020.

*Le général de corps d'armée,*  
*commandant la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur*  
*et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud,*  
M. Lévêque

## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte  
d'Azur et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Sud

**Décision n° 6693 du 6 février 2020**  
**portant promotion de sous-officiers de gendarmerie**  
**du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud**

NOR : INTJ2002796S

Le commandant de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 55660 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929995S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> mars 2020 :

<b>Diaz</b>	Rodolphe	NIGEND : 145 534	NLS : 8 003 222
-------------	----------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> mars 2020 :

<b>Weber</b>	Daniel	NIGEND : 117 612	NLS : 5 219 888
<b>Vessière</b>	Tristan	NIGEND : 159 544	NLS : 8 016 790

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> mars 2020 :

<b>Bouchard</b>	Julien	NIGEND : 309 358	NLS : 6 670 424
<b>Vogel</b>	Mickaël	NIGEND : 266 055	NLS : 8 109 605
<b>Fourcade</b>	Benjamin	NIGEND : 182 397	NLS : 8 041 623
<b>Dubant</b>	Yann	NIGEND : 221 009	NLS : 8 083 644

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> mars 2020 :

<b>Souza Oliveira</b>	Itamar	NIGEND : 369 866	NLS : 6 759 171
<b>Lemrini</b>	Amar	NIGEND : 342 183	NLS : 8 137 595
<b>Meneguz</b>	Florian	NIGEND : 325 069	NLS : 8 114 844
<b>Billard</b>	Arnaud	NIGEND : 309 083	NLS : 8 106 114

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 6 février 2020.

*Le général de corps d'armée,  
commandant la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud,*  
M. Lévêque

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie de Corse

**Décision n° 733 du 6 février 2020**  
**portant promotion de sous-officiers de gendarmerie**  
**du cadre général de la région de gendarmerie de Corse**

NOR : INTJ2002797S

Le commandant de la région de gendarmerie de Corse, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Corse-du-Sud,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 9351 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929997S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

Le maréchal des logis-chef dont le nom suit est promu au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> mars 2020 :

<b>Goumot</b>	Johann	NIGEND : 239 203	NLS : 8 087 294
---------------	--------	------------------	-----------------

Article 2

Le gendarme dont le nom suit est promu au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> mars 2020 :

<b>Barberet</b>	Jonathan	NIGEND : 223 483	NLS : 8 073 445
-----------------	----------	------------------	-----------------

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 6 février 2020.

*Le général,*  
*commandant la région de gendarmerie de Corse,*  
*commandant le groupement de gendarmerie départementale de la Corse-du-Sud,*  
T. Mouchet

## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
de Bourgogne-Franche-Comté

**Décision n° 2528 du 6 février 2020**  
**portant promotion de sous-officiers de gendarmerie**  
**du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or, de la**  
**Nièvre, de la Saône-et-Loire et de l'Yonne**

NOR : INTJ2002808S

Le commandant de la région de gendarmerie de Bourgogne-Franche-Comté, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 21443 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930007S),

Décide :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> mars 2020 :

<b>Decroix</b>	Bruno	NIGEND : 144 658	NLS : 8 002 234
----------------	-------	------------------	-----------------

**Article 2**

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> mars 2020 :

<b>Segura</b>	Olivier	NIGEND : 168 922	NLS : 8 023 794
<b>Boutron</b>	Fabrice	NIGEND : 145 285	NLS : 8 003 237

**Article 3**

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> mars 2020 :

<b>Lamour</b>	Linda	NIGEND : 202 198	NLS : 8 057 856
<b>Chavatte</b>	Romain	NIGEND : 308 745	NLS : 8 105 948
<b>Kempf</b>	Gilles	NIGEND : 204 003	NLS : 8 059 882
<b>Langlet</b>	Carole	NIGEND : 341 028	NLS : 8 110 626
<b>Larcier</b>	Stéphanie	NIGEND : 211 018	NLS : 8 066 363
<b>Boissard</b>	Sylvain	NIGEND : 177 612	NLS : 8 033 451
<b>Mielle</b>	Julien	NIGEND : 269 595	NLS : 8 117 603

**Article 4**

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> mars 2020 :

<b>Bocquet</b>	Raphaël	NIGEND : 338 157	NLS : 8 106 457
<b>Devergie</b>	Steve	NIGEND : 349 094	NLS : 8 116 963
<b>Tribouillard</b>	Guillaume	NIGEND : 328 648	NLS : 8 116 753
<b>Guérif</b>	Romain	NIGEND : 353 903	NLS : 8 143 509
<b>Gau</b>	Julien	NIGEND : 348 844	NLS : 8 045 117

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 6 février 2020.

*Le général de division,  
commandant la région de gendarmerie de Bourgogne-Franche-Comté,  
commandant le groupement de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or,*  
T. Cailloz

## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie des Hauts-de-France  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Nord

**Décision n° 3000 du 6 février 2020**  
**portant promotion de sous-officiers de gendarmerie**  
**du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord**

NOR : INTJ2002813S

Le commandant de la région de gendarmerie des Hauts-de-France et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 27757 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930009S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> mars 2020 :

<b>Théron</b>	Pascal	NIGEND : 132 739	NLS : 5 295 599
---------------	--------	------------------	-----------------

Article 2

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> mars 2020 :

<b>Masquilliez</b>	Guillaume	NIGEND : 307 824	NLS : 8 091 420
<b>Coelho Moreira</b>	Antony	NIGEND : 223 746	NLS : 8 073 655

Article 3

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> mars 2020 :

<b>Donzel</b>	Christopher	NIGEND : 330 146	NLS : 8 118 652
<b>Odonnet</b>	Romain	NIGEND : 348 802	NLS : 8 045 135

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 6 février 2020.

*Le général de corps d'armée,*  
*commandant la région de gendarmerie des Hauts-de-France*  
*et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord,*  
G. Cazenave-Lacroutz



## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement des écoles de la gendarmerie  
nationale

**Décision n° 7062 du 6 février 2020**  
**portant promotion de sous-officiers de gendarmerie**  
**du cadre général du commandement des écoles de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ2002820S

Le commandant des écoles de la gendarmerie nationale,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 64544 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930014S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> mars 2020 :

<b>Surget</b>	Franck	NIGEND : 157 216	NLS : 8 014 685
---------------	--------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> mars 2020 :

<b>Palermo</b>	Emmanuel	NIGEND : 166 792	NLS : 8 022 967
<b>Gondrexon</b>	Carole	NIGEND : 158 410	NLS : 8 015 660
<b>Dupret</b>	Sébastien	NIGEND : 161 118	NLS : 8 018 233

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> mars 2020 :

<b>Lamoine</b>	Fabien	NIGEND : 226 191	NLS : 8 084 446
<b>Rochette</b>	Jean-Jonathan	NIGEND : 210 442	NLS : 8 063 077
<b>Blaess</b>	Nadia	NIGEND : 192 036	NLS : 8 040 007
<b>Brochet</b>	Sébastien	NIGEND : 175 161	NLS : 8 034 930

Article 4

Le gendarme dont le nom suit est promu au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> mars 2020 :

<b>Villemin</b>	Michaël	NIGEND : 216 750	NLS : 8 070 336
-----------------	---------	------------------	-----------------

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 6 février 2020.

*Le général de corps d'armée,*  
*commandant les écoles de la gendarmerie nationale,*  
T. Morterol

## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Sud-Est

**Décision n° 7533 du 7 février 2020**

**portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de la Haute-Savoie, de l'Isère, de la Loire, du Rhône et de la Savoie**

NOR : INTJ2002790S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 71135 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929988S),

Décide :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1<sup>er</sup> mars 2020 :

<b>Bourgeois</b>	Sébastien	NIGEND : 160 980	NLS : 8 018 013
<b>Masoni</b>	Ludovic	NIGEND : 212 037	NLS : 8 063 515

**Article 2**

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> mars 2020 :

<b>Platon</b>	Bénédicte	NIGEND : 185 579	NLS : 8 037 264
<b>Sauval</b>	William	NIGEND : 164 511	NLS : 8 020 981
<b>Dupont</b>	Damien	NIGEND : 201 523	NLS : 8 056 783
<b>Vattier</b>	Lionel	NIGEND : 163 380	NLS : 8 020 194
<b>De Horde</b>	Franck	NIGEND : 164 702	NLS : 8 021 127
<b>Pavlovic</b>	Sasa	NIGEND : 239 075	NLS : 6 546 770

**Article 3**

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> mars 2020 :

<b>Sauvage</b>	Pierre-Martin	NIGEND : 242 077	NLS : 8 088 361
<b>Lantheaume</b>	Jocelyn	NIGEND : 167 103	NLS : 8 023 241
<b>Benkerroum</b>	Samir	NIGEND : 200 959	NLS : 8 057 073
<b>Pienoz</b>	Guillaume	NIGEND : 188 506	NLS : 8 044 277
<b>Vegnand</b>	Franck	NIGEND : 142 261	NLS : 8 001 398
<b>Syote</b>	Nabil	NIGEND : 241 277	NLS : 8 088 123
<b>Arnould</b>	Maximilien	NIGEND : 196 534	NLS : 8 053 337
<b>Pascuzzo</b>	Marjorie	NIGEND : 218 614	NLS : 8 071 370
<b>Cvetkovic</b>	Alexandre	NIGEND : 190 588	NLS : 8 039 319
<b>Eusoge</b>	Jérôme	NIGEND : 186 399	NLS : 8 037 373
<b>Babo</b>	Willy	NIGEND : 196 262	NLS : 8 052 819

<b>Detry</b>	Frédéric	NIGEND : 214 499	NLS : 8 068 583
<b>Fallot</b>	Yannick	NIGEND : 240 950	NLS : 8 087 942

## Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> mars 2020 :

<b>Le Pen</b>	Vincent	NIGEND : 225 775	NLS : 8 074 615
<b>Ligouret</b>	Steven	NIGEND : 248 755	NLS : 8 099 891
<b>Barcelo</b>	Adeline	NIGEND : 368 045	NLS : 8 150 348
<b>Bernard</b>	Zora	NIGEND : 209 602	NLS : 8 051 120
<b>Berthollet</b>	Benjamin	NIGEND : 328 089	NLS : 8 115 981
<b>Rodillon</b>	Rémy	NIGEND : 241 920	NLS : 8 095 186
<b>Martin</b>	Raphaël	NIGEND : 213 841	NLS : 8 068 233
<b>Faryna</b>	Denis	NIGEND : 242 829	NLS : 8 095 868
<b>Serralta</b>	Laurent	NIGEND : 233 415	NLS : 8 085 993
<b>Cambier</b>	Rémi	NIGEND : 311 161	NLS : 6 680 402
<b>Valbrun</b>	Aurélien	NIGEND : 242 507	NLS : 8 088 538
<b>Anicelli</b>	Jacques	NIGEND : 163 606	NLS : 8 020 303
<b>Rix</b>	Lionel	NIGEND : 319 006	NLS : 8 092 792

## Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 7 février 2020.

*Le général de corps d'armée,*  
*commandant la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes*  
*et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est,*  
 P. Guimbert

## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie du Grand Est

**Décision n° 1766 du 7 février 2020**  
**portant promotion du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général du**  
**groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin**

NOR : INTJ2002802S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie du Grand Est, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 13369 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930004S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> mars 2020 :

<b>Brucker</b>	Sébastien	NIGEND : 152 429	NLS : 8 010 517
----------------	-----------	------------------	-----------------

## Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> mars 2020 :

<b>Delanoue</b>	Véronique	NIGEND : 177 632	NLS : 8 033 734
-----------------	-----------	------------------	-----------------

## Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> mars 2020 :

<b>Denevers</b>	Aymeric	NIGEND : 218 458	NLS : 8 064 931
<b>Parmentier</b>	Gaëlle	NIGEND : 225 657	NLS : 8 084 226
<b>Eroyaux</b>	Dimitri	NIGEND : 184 601	NLS : 8 032 786
<b>Weiss</b>	Emmanuel	NIGEND : 178 613	NLS : 8 036 467
<b>Buquet</b>	Jérôme	NIGEND : 184 933	NLS : 8 043 059

## Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> mars 2020 :

<b>Wurtz</b>	Marie-Noëlle	NIGEND : 325 593	NLS : 8 115 153
<b>Bangratz</b>	Nicolas	NIGEND : 312 069	NLS : 8 092 361
<b>Renauld</b>	Jessica	NIGEND : 307 660	NLS : 8 105 226

## Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 7 février 2020.

*Le général,*  
*commandant adjoint de la région de gendarmerie du Grand Est,*  
*commandant le groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin,*  
M. Clerc

## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie d'Occitanie

**Décision n° 6398 du 4 mars 2020**

**portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ariège, de l'Aveyron, du Gers, de la Haute-Garonne, des Hautes-Pyrénées, du Lot, du Tarn et de Tarn-et-Garonne**

NOR : INTJ2006204S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Occitanie, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Garonne,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 34323 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930000S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1<sup>er</sup> avril 2020 :

<b>Morand</b>	Philippe	NIGEND : 163 054	NLS : 8 019 866
<b>Garrot</b>	Patrice	NIGEND : 165 058	NLS : 8 021 744

## Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> avril 2020 :

<b>Mangin</b>	Frédéric	NIGEND : 156 481	NLS : 8 013 857
<b>Malgoire</b>	Cédric	NIGEND : 195 413	NLS : 8 054 015
<b>Dupont</b>	Benoît	NIGEND : 161 602	NLS : 8 018 033
<b>Vaucheret</b>	Sébastien	NIGEND : 203 270	NLS : 8 054 973

## Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> avril 2020 :

<b>Kernreuter</b>	Jean-François	NIGEND : 188 870	NLS : 8 038 855
<b>Laffont</b>	Martial	NIGEND : 173 942	NLS : 8 027 743
<b>Foulquier</b>	Arnaud	NIGEND : 190 089	NLS : 8 062 254
<b>Lamendin</b>	Marie-Catherine	NIGEND : 175 097	NLS : 8 028 391
<b>Broll</b>	Mathieu	NIGEND : 225 597	NLS : 8 084 297
<b>Sournia</b>	Laurie	NIGEND : 304 966	NLS : 8 091 014
<b>Abadie</b>	David	NIGEND : 191 459	NLS : 8 055 886
<b>Hauret-Clos</b>	Stéphanie	NIGEND : 217 595	NLS : 8 064 557
<b>Dejean</b>	David	NIGEND : 210 402	NLS : 8 063 028

## Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> avril 2020 :

<b>Debacker</b>	Benjamin	NIGEND : 211 220	NLS : 8 066 034
<b>Lepoux</b>	Frédéric	NIGEND : 246 411	NLS : 8 089 103
<b>Catriens</b>	Rémy	NIGEND : 369 861	NLS : 6 699 434
<b>Thabaud</b>	Joris	NIGEND : 367 050	NLS : 8 149 963
<b>Delnatte</b>	Fabien	NIGEND : 221 128	NLS : 8 073 264
<b>Parra</b>	Romain	NIGEND : 226 137	NLS : 8 074 999

## Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 4 mars 2020

*Le général de division,  
commandant la région de gendarmerie d'Occitanie,  
commandant le groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Garonne,  
J. Plays*



## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie du Grand Est

**Décision n° 2869 du 4 mars 2020**  
**portant promotion du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général du**  
**groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin**

NOR : INTJ2006208S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie du Grand Est, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 13369 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930004S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> avril 2020 :

<b>Dubich</b>	Mathieu	NIGEND : 145 414	NLS : 8 004 936
---------------	---------	------------------	-----------------

## Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> avril 2020 :

<b>Lemeille</b>	Sylvain	NIGEND : 224 337	NLS : 8 073 884
<b>Danner</b>	Yves	NIGEND : 226 586	NLS : 8 084 540

## Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> avril 2020 :

<b>Rietsch</b>	Steeve	NIGEND : 232 286	NLS : 8 085 494
<b>Antoine-Grandjean</b>	Ludovic	NIGEND : 224 767	NLS : 8 074 141
<b>Woynas-Richard</b>	Éléna	NIGEND : 229 970	NLS : 8 077 480
<b>Albert</b>	Alexis	NIGEND : 311 160	NLS : 8 092 118
<b>Chabroux</b>	Amélie	NIGEND : 199 153	NLS : 8 046 871

## Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> avril 2020 :

<b>Knaebel</b>	Arnaud	NIGEND : 374 269	NLS : 8 121 565
<b>Cambot</b>	Nathalie	NIGEND : 349 289	NLS : 6 636 210
<b>Thomann</b>	Stéphanie	NIGEND : 242 662	NLS : 8 088 425
<b>Carrillo</b>	Mélodie	NIGEND : 311 554	NLS : 8 107 769

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 4 mars 2020.

*Le général,*  
*commandant adjoint de la région de gendarmerie du Grand Est,*  
*commandant le groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin,*  
M. Clerc

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Gendarmerie des transports aériens

**Décision n° 1900 du 4 mars 2020**  
**portant promotion des sous-officiers de gendarmerie**  
**du cadre général de la gendarmerie des transports aériens**

NOR : INTJ2006223S

Le commandant de la gendarmerie des transports aériens,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 11295 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930018S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> avril 2020 :

<b>Donier-Meroz</b>	Samuel	NIGEND : 207 724	NLS : 8 062 481
<b>Hertmanni</b>	Anaïs	NIGEND : 245 478	NLS : 8 097 844

Article 2

Le gendarme dont le nom suit est promu au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> avril 2020 :

<b>Roux</b>	Julien	NIGEND : 225 699	NLS : 8 084 165
-------------	--------	------------------	-----------------

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 4 mars 2020.

*Le colonel,*  
*commandant en second*  
*la gendarmerie des transports aériens,*  
J. Floquet

## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale de la gendarmerie nationale

Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale

**Décision n° 9059 du 5 mars 2020**  
**portant nomination au grade de maréchal des logis**  
**du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ2004779S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 modifié, portant statut particulier des corps des sous-officiers et officiers marinières de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale ;

Vu le décret n° 2008-961 du 12 septembre 2008 modifié, relatif aux militaires engagés ;

Vu l'arrêté du 4 août 2010 pris pour l'application dans la gendarmerie nationale des articles 5 et 18 du décret

n° 2008-953 du 12 septembre 2008 portant statut particulier des corps de sous-officiers et officiers marinières de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 5509/GEND/EG ROCHEFORT/DAF/BGP/SEF du 29 janvier 2020 portant promotion au grade de brigadier-chef des élèves sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 9313/GEND/EG ROCHEFORT/DF/CNF-CSTAGN du 14 février 2020 portant attribution du brevet élémentaire de spécialiste du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale – spécialité « administration et gestion du personnel » ;

Vu la décision n° 9317/GEND/EG ROCHEFORT/DF/CNF-CSTAGN du 14 février 2020 portant attribution du brevet élémentaire de spécialiste du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale – spécialité « administration et gestion du personnel »,

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

Les brigadiers-chefs de la spécialité « administration et gestion du personnel » dont le nom figure ci-après sont nommés, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2020, au grade de maréchal des logis :

<b>Allaoui, Raïcha</b>	Nigend :	402 005
<b>Angamoutou, Anna</b>	Nigend :	420 029
<b>Angeon, Yumi</b>	Nigend :	430 944
<b>Atenis, Mivarna</b>	Nigend :	430 945
<b>Bayarri, Marlène</b>	Nigend :	430 649
<b>Beaulaton, Violaine</b>	Nigend :	415 767
<b>Belguise, Thomas</b>	Nigend :	368 442
<b>Bertrand, Julien</b>	Nigend :	253 707
<b>Bevilacqua, Tiffany</b>	Nigend :	430 644
<b>Bioulac, Fanely</b>	Nigend :	400 579
<b>Blanchard, Jennifer</b>	Nigend :	430 876

<b>Blanville, Laureen</b>	Nigend :	382 754
<b>Bores, Marine</b>	Nigend :	339 353
<b>Bouttier, Lucille</b>	Nigend :	370 116
<b>Boyer, Aurore</b>	Nigend :	430 640
<b>Brasseur, Nadège</b>	Nigend :	338 723
<b>Briand, Axelle</b>	Nigend :	430 881
<b>Cain, Sarah</b>	Nigend :	396 686
<b>Camon, Stessy</b>	Nigend :	410 561
<b>Canguilhem, Yannick</b>	Nigend :	373 849
<b>Capelle, Aurélie</b>	Nigend :	237 415
<b>Carindo, Carine</b>	Nigend :	415 842
<b>Carvalho, Alexandre</b>	Nigend :	398 876
<b>Cauliez, Mathilda</b>	Nigend :	399 966
<b>Champion, Anasthasia</b>	Nigend :	430 636
<b>Charler, Nicolas</b>	Nigend :	430 953
<b>Chnitah, Nadia</b>	Nigend :	430 888
<b>Chouro, Gerty</b>	Nigend :	430 630
<b>Citre, Adrien</b>	Nigend :	430 958
<b>Conche, Carole</b>	Nigend :	415 844
<b>Constant, Elodie</b>	Nigend :	430 964
<b>Costa, Camille</b>	Nigend :	423 801
<b>Coulon, Laura</b>	Nigend :	350 139
<b>Czelusta, Chloé</b>	Nigend :	430 624
<b>Decarsin, Emma</b>	Nigend :	210 732
<b>Defossez, Madisson</b>	Nigend :	430 894
<b>Deguigné, Léa</b>	Nigend :	430 891
<b>Dehay, Madeline</b>	Nigend :	430 900
<b>Demaretz, Aurore</b>	Nigend :	379 461
<b>Depardon, Maud</b>	Nigend :	430 586
<b>Di Tommaso, Elodie</b>	Nigend :	430 592
<b>Donnadieu, Emilie</b>	Nigend :	430 903
<b>El Moustahyi, Ouafae</b>	Nigend :	382 354
<b>Ethève, Anne-Camille</b>	Nigend :	430 931
<b>Fetaulaki, Delila</b>	Nigend :	430 973
<b>Flavigny, Marine</b>	Nigend :	381 451
<b>Fontaine, Pierre</b>	Nigend :	409 727
<b>Fontaine, Mélissa</b>	Nigend :	430 967
<b>Garnung, Pauline</b>	Nigend :	359 890
<b>Gbessaya, Josette</b>	Nigend :	430 938
<b>Goram, Lovely</b>	Nigend :	430 972
<b>Gromer, Camille</b>	Nigend :	378 148
<b>Guillemot, Elisa</b>	Nigend :	419 717
<b>Henry, Tracy</b>	Nigend :	430 660
<b>Hmae, Ornella</b>	Nigend :	430 873
<b>Hnaweongo, Doriane</b>	Nigend :	430 952
<b>Hoareau, Sophie</b>	Nigend :	430 668
<b>Hoffmann, Justine</b>	Nigend :	422 890
<b>Hue, Barbara</b>	Nigend :	375 295
<b>Jean-Toussaint, Blandine</b>	Nigend :	301 048
<b>Joly, Mandy</b>	Nigend :	411 693
<b>Kassimi, Hajar</b>	Nigend :	310 871
<b>Kopec, Eloïse</b>	Nigend :	415 797
<b>Labbé, Léa</b>	Nigend :	430 942
<b>Lalanne, Carmélina</b>	Nigend :	401 337
<b>Laqueyrie, Angélique</b>	Nigend :	430 575
<b>Le Morvan, Océane</b>	Nigend :	430 906
<b>Lebon, Thomas</b>	Nigend :	430 910
<b>Lestanguet, Maïténa</b>	Nigend :	430 917
<b>Lhuillier, Amélie</b>	Nigend :	430 921
<b>Madjinda, Nisma</b>	Nigend :	401 281
<b>Margris, Johanna</b>	Nigend :	430 892
<b>Marimoutou, Florence</b>	Nigend :	384 978

<b>Marques, Camille</b>	Nigend :	411 718
<b>Martin, Anne</b>	Nigend :	430 988
<b>Meite, Aïssata</b>	Nigend :	406 926
<b>Millery, Charlotte</b>	Nigend :	430 898
<b>Monrose, Delma</b>	Nigend :	391 517
<b>Morel, Aurore</b>	Nigend :	430 585
<b>Mouchitali, Ouminou</b>	Nigend :	407 880
<b>Mouhidini, Mourchidou</b>	Nigend :	404 901
<b>Mouillière, Manon</b>	Nigend :	430 656
<b>Murcia, Pauline</b>	Nigend :	395 612
<b>Nativel, Ingrid</b>	Nigend :	430 884
<b>Ouhab, Wilson</b>	Nigend :	430 915
<b>Ousseni, Halimati</b>	Nigend :	419 830
<b>Pernin, Marie</b>	Nigend :	430 926
<b>Plault, Laura</b>	Nigend :	430 666
<b>Pothier, Hinarii</b>	Nigend :	405 917
<b>Ragou, Marie-Laure</b>	Nigend :	430 933
<b>Ranson, Coline</b>	Nigend :	430 941
<b>Ravyse, Estelle</b>	Nigend :	381 705
<b>Raymond, Léa</b>	Nigend :	393 591
<b>Raynard, Laurine</b>	Nigend :	415 827
<b>Renault, Chloé</b>	Nigend :	405 388
<b>Richard, Iveline</b>	Nigend :	430 927
<b>Richardson--Hannibal, Uriel</b>	Nigend :	410 575
<b>Riskwait, Micheline</b>	Nigend :	430 899
<b>Roques, Mayssa</b>	Nigend :	430 932
<b>Rouch, Vincent</b>	Nigend :	430 935
<b>Roussel, Alicia</b>	Nigend :	430 939
<b>Rzepka, Adeline</b>	Nigend :	402 176
<b>Said, Hamza</b>	Nigend :	401 274
<b>Sainte-Rose, Kédivé</b>	Nigend :	430 904
<b>Saliou, Lucie</b>	Nigend :	343 766
<b>Sautron, Anna</b>	Nigend :	409 797
<b>Schott, Tracy</b>	Nigend :	362 613
<b>Séraphin, Jennifer</b>	Nigend :	419 775
<b>Solari, Thomas</b>	Nigend :	403 209
<b>Spelthahn, Élodie</b>	Nigend :	362 583
<b>Surmont, Line</b>	Nigend :	430 965
<b>Tamarii, Marie-Jeanne</b>	Nigend :	381 152
<b>Taputu, Tapuraia</b>	Nigend :	345 788
<b>Tattevin, Valériane</b>	Nigend :	380 733
<b>Terranova, Marie-Pierre</b>	Nigend :	430 604
<b>Terray, Emilie</b>	Nigend :	386 975
<b>Thirez, Manon</b>	Nigend :	430 963
<b>Tournay, Mélisande</b>	Nigend :	359 505
<b>Trenchant, Lucie</b>	Nigend :	423 782
<b>Turpin, Cynthia</b>	Nigend :	393 194
<b>Valmont, Tarani</b>	Nigend :	367 748
<b>Vergnac, Lourina</b>	Nigend :	430 924
<b>Vlaemynck, Bérengère</b>	Nigend :	430 974
<b>Xolawawa, Marie-Anne</b>	Nigend :	420 141
<b>Ysmal, Justine</b>	Nigend :	373 173

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 mars 2020.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le général,*  
*sous-directeur de la gestion du personnel,*  
L. Le Gentil

## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale de la gendarmerie nationale

Direction des personnels militaires de la gendarmerie  
nationale

**Décision n° 9067 du 5 mars 2020**  
**portant nomination au grade de maréchal des logis du corps**  
**de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ2004782S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 modifié, portant statut particulier des corps des sous-officiers et officiers marinières de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale ;

Vu le décret n° 2008-961 du 12 septembre 2008 modifié, relatif aux militaires engagés ;

Vu l'arrêté du 4 août 2010 pris pour l'application dans la gendarmerie nationale des articles 5 et 18 du décret

n° 2008-953 du 12 septembre 2008 portant statut particulier des corps de sous-officiers et officiers marinières de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 5509/GEND/EG ROCHEFORT/DAF/BGP/SEF du 29 janvier 2020 portant promotion au grade de brigadier-chef des élèves sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 9328/GEND/EG ROCHEFORT/DF/CNF-CSTAGN du 14 février 2020 portant attribution du brevet élémentaire de spécialiste du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale – spécialité « gestion logistique et financière » ;

Vu la décision n° 9336/GEND/EG ROCHEFORT/DF/CNF-CSTAGN du 14 février 2020 portant attribution du brevet élémentaire de spécialiste du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale – spécialité « gestion logistique et financière »,

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

Les brigadiers-chefs de la spécialité «gestion logistique et financière » dont le nom figure ci-après sont nommés, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2020, au grade de maréchal des logis :

<b>Balazi Atchy Nillama</b> , Johan	Nigend :	430 662
<b>Besnard</b> , Amaury	Nigend :	386 411
<b>Bouyer</b> , Mélanie	Nigend :	430 643
<b>Carabin</b> , Marie-Delphine	Nigend :	430 639
<b>Chadebec</b> , Ludovic	Nigend :	430 638
<b>Chariter</b> , Laura	Nigend :	430 883
<b>Défossez</b> , Melvin	Nigend :	430 582
<b>Devin</b> , Ninn	Nigend :	430 902
<b>Dupont</b> , Florian	Nigend :	430 920
<b>Falize</b> , Laurie	Nigend :	430 599
<b>Gosse</b> , Maxime	Nigend :	430 618
<b>Hatchi</b> , Gwenaëlle	Nigend :	376 077
<b>Hnacipan</b> , Schulz	Nigend :	430 985
<b>Lepage</b> , Morgane	Nigend :	376 131
<b>Leufroy</b> , Sanaël	Nigend :	423 998



<b>Lubin</b> , Marie-France	Nigend :	430 878
<b>Said</b> , Daimy	Nigend :	430 956
<b>Talbi</b> , Ilyas	Nigend :	430 597
<b>Taora-Temauri</b> , Nohoarii	Nigend :	430 908
<b>Thirroueiz</b> , Liliane	Nigend :	363 902
<b>Tihoti</b> , Matanoa	Nigend :	430 922
<b>Urbano</b> , Edouard	Nigend :	430 611
<b>Vouemba</b> , Landry	Nigend :	430 614
<b>Wathiepel</b> , Abraham	Nigend :	430 930
<b>Watrone</b> , Mélanie	Nigend :	430 934

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 mars 2020.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le général,*  
*sous-directeur de la gestion du personnel,*  
L. Le Gentil

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale de la gendarmerie nationale

**Décision n° 12488 du 5 mars 2020**  
**portant promotion de sous-officiers de gendarmerie**  
**du cadre général des organismes centraux – branche « secrétariat »**

NOR : INTJ2006224S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005 modifié relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu la décision n° 80611 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930020S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> avril 2020 :

<b>Dervout</b>	Frédéric	NIGEND : 177 772	NLS : 8 035 585
----------------	----------	------------------	-----------------

Article 2

Le maréchal des logis-chef dont le nom suit est promu au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> avril 2020 :

<b>Gault</b>	Émilie	NIGEND : 190 281	NLS : 8 039 553
--------------	--------	------------------	-----------------

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 mars 2020.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le général,*  
*sous-directeur de la gestion du personnel,*  
L. Le Gentil

## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie des Hauts-de-France

**Décision n° 2186 du 7 février 2020**  
**portant promotion de sous-officiers de gendarmerie**  
**du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Somme**

NOR : INTJ2002814S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie des Hauts-de-France, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Somme,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 21827 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930011S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> mars 2020 :

<b>Catenne</b>	Christine	NIGEND : 151 343	NLS : 8 009 422
----------------	-----------	------------------	-----------------

## Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> mars 2020 :

<b>Benoist</b>	Damien	NIGEND : 243 119	NLS : 8 088 546
----------------	--------	------------------	-----------------

## Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> mars 2020 :

<b>Lambert</b>	Pierre	NIGEND : 220 833	NLS : 8 073 002
<b>Harant</b>	Julien	NIGEND : 305 895	NLS : 8 091 045
<b>Vanbalinghem</b>	Maxime	NIGEND : 319 957	NLS : 8 112 200
<b>Carbonnel</b>	Laura	NIGEND : 320 950	NLS : 8 093 146
<b>Perez-Berjaud</b>	Corinne	NIGEND : 205 365	NLS : 8 055 180
<b>Germe</b>	Matthieu	NIGEND : 243 670	NLS : 8 088 776
<b>Dubois</b>	Jean-Louis	NIGEND : 231 586	NLS : 8 078 624

## Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> mars 2020 :

<b>De Neef</b>	Jordan	NIGEND : 334 430	NLS : 8 133 743
<b>Chollet</b>	Nicolas	NIGEND : 369 102	NLS : 6 752 286
<b>Vielle</b>	Laura	NIGEND : 347 582	NLS : 8 093 609
<b>Laniesse</b>	Caroline	NIGEND : 360 930	NLS : 8 144 168
<b>Loeb</b>	Nathanaël	NIGEND : 360 932	NLS : 8 144 177
<b>Cochefert</b>	Sandrine	NIGEND : 362 099	NLS : 8 144 490

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 7 février 2020.

*Le général,  
commandant adjoint de la région de gendarmerie  
des Hauts-de-France,  
commandant le groupement de gendarmerie départementale de la Somme,  
M. Frustié*

## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie Normandie

**Décision n° 2937 du 6 mars 2020**  
**portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de**  
**gendarmerie départementale du Calvados**

NOR : INTJ2006184S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie de Normandie, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Calvados,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 16571 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929984S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> avril 2020 :

<b>Lioult</b>	Didier	NIGEND : 165 454	NLS : 8 022 054
---------------	--------	------------------	-----------------

## Article 2

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> avril 2020 :

<b>Mauduit</b>	Frédéric	NIGEND : 215 807	NLS : 8 064 217
<b>Laville</b>	Laurellia	NIGEND : 215 267	NLS : 8 068 845
<b>Picard</b>	Xavier	NIGEND : 224 263	NLS : 8 083 949

## Article 3

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> avril 2020 :

<b>Gourribon</b>	Gaëlle	NIGEND : 353 242	NLS : 8 143 417
<b>Bourdel</b>	Allann	NIGEND : 357 336	NLS : 8 143 718
<b>Sicaud</b>	Bastien	NIGEND : 370 068	NLS : 8 152 111
<b>Darne</b>	Walter	NIGEND : 362 185	NLS : 8 144 311

## Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 6 mars 2020.

*Le général,*  
*commandant adjoint la région de gendarmerie de Normandie,*  
*commandant le groupement de gendarmerie départementale du Calvados,*  
**B. Louvet**

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

---

**Arrêté du 25 mars 2020**  
**portant inscription au tableau d'avancement au grade de commandant divisionnaire de la**  
**police nationale (année 2020)**

NOR : *INTC2004499A*

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat et notamment les articles 56, 58 et 59 ;

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires ;

Vu le décret n° 95-654 du 9 mai 1995 modifié fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires actifs des services de la police nationale ;

Vu le décret n° 2005-716 du 29 juin 2005 modifié portant statut particulier du corps de commandement de la police nationale ;

Vu l'avis émis par la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps de commandement de la police nationale dans sa séance du 4 février 2020 ;

Sur proposition du préfet, directeur général de la police nationale,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

Le tableau d'avancement au grade de commandant divisionnaire de police pour l'année 2020 est arrêté conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2

Le directeur des ressources et des compétences de la police nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 25 mars 2020.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur des ressources humaines et des compétences*  
*de la police nationale,*  
S. BABRE

## Annexe

Avancement au grade de commandant divisionnaire de police pour l'année 2020

1	690693	BAILLEUL	Jean-Marc
2	216109	RIBEIRO	Patrice
3	629710	MARTEN PEROLIN	Jean-Christophe
4	630045	SOURBES	Pierre
5	629831	AGULHON	Olivier
6	630235	LOUISE	Thierry
7	630267	PALLAS	Pascal
8	630234	CORREGE	Jacqueline
9	644443	BENAS	François
10	644478	DU PREY DE LA RUFFINIERE	François
11	700959	CHEVRIER	Richard
12	690122	MARTIAL	Patricia
13	690728	DELAVALLE	Emmanuel
14	690540	SANSON	Patrice
15	690375	BENARD	Franck
16	690427	DIEZ	Philippe
17	690459	GUIDON LAVALLEE	Michel
18	690466	HENDRICKX	Damien
19	690782	JACQUEMIN	Yannick
20	215652	DUBUS	Frederic
21	691030	ROUMENGAS	Marc
22	690969	QUIQUELY	Victor-Charles
23	690905	BERCY	Philippe
24	215734	BAILLIS	Dominique
25	691278	CONSTANT	Michel
26	691497	VERDRU	Christophe
27	691394	RIEHL	Didier
28	215883	LE BIDEI	Laurence
29	435779	MAGLICA	Frederic
30	691791	BILLE	Catherine
31	691790	PUICHAFRAY	Robin
32	692011	CHADRY	Patricia
33	935298	DELATTRE	Anne
34	673085	DI FOLCO	Jean-Louis
35	692215	BOITTIAUX	Bertrand
36	692160	ALVAREZ	Thomas
37	584779	BECI	Frederic
38	692649	GESQUIERE	Stéphane
39	340815	GUEDON	Pascal
40	644615	SIFFOINTE	Jean-Yves
41	341693	SANTAIS	Thierry
42	644603	WATREMEZ	Eric
43	644562	SZABO	Valérie
44	690240	NICOL	Eric
45	690595	DUCHATEL	Laurent
46	691199	PELLEGER	Sébastien
47	691371	ILLIEN	Ronan
48	691878	DESCHAMPS	Hugues
49	583651	DOREAU	Thierry
50	629932	GAZEL	Hervé
51	629957	LE GENDRE-ETIENNE	Sophie
52	700960	COANTIC	Hervé

53	701000	LAFOSSE	David
54	691268	DIFFINE	Nicolas
55	691183	DUBUY	Denis
56	691329	BULTEAU	Isabelle
57	691544	RENOUX	Stéphane
58	691842	GALL	Serge
59	346592	MOLINIE	Jean Louis
60	323697	CARIE	Didier
61	644221	MAXIMIN	Thierry
62	338121	BERGER	Annie
63	347227	BEGNEZ	Laurent
64	692226	BRIENNE	Jean-Sébastien
65	629634	GARCIA	Alain
66	629586	CHIROL	Pascal
67	629910	ETIENNE	Yves
68	690171	LABEYRIE	Dominique
69	690147	HERMITTE	Jérôme
70	690439	FONTENILLE	Pascal
71	690812	BROGLIO	Jérôme
72	432735	LEGENDRE	Jean-Louis
73	583779	NAVINER	Thierry
74	435600	MAILLARD	Pierre
75	612568	GIBET	Evelyne
76	700765	SOBOUL	Jean Jacques
77	644168	HEBBACHE	Abdelaziz
78	700796	BARBE	Arnaud
79	629649	GIRAUD	Jean-Marc
80	629802	VERIN	Emmanuel
81	700885	TRICART	Pierre
82	630057	VAYSSADE	Philippe
83	630091	CROSASSO	Karine
84	630171	FOURNIER DE SAINT MAUR	Agnès
85	644483	DURAND	Dominique
86	690385	BOIX	Marc
87	690410	COIRIER	François
88	633297	DURROUX	Marc
89	580760	SALOMON	Thierry
90	215665	PIETRI	Jean-Jacques
91	690821	DEFPEZ	Isabelle
92	337592	MENUET	Gaëtan
93	691437	RIVOIRE	Anne-Bénédicte
94	691287	GENEVIEVE-ANASTASIE	Odile
95	691586	BIETRY	Emmanuel
96	691644	RIONDY	Jean-Marc
97	691520	CAZOT	Anne-Mikaël
98	347203	MATHIEU	Sophie
99	344242	NGUYEN	Patrick
100	691866	BOLLAND	Alain
101	645430	ROCHE	Stéphane
102	584049	LEBLOND	Eric
103	692099	CARON	Eric
104	434089	GRALL	Jean Hugues
105	645428	RENAUDIE	Sandrine
106	347501	GODARD	Philippe
107	692130	SIGWALD	Thibault
108	691193	MARIANI	Jean-Pascal
109	690534	PRIGENT	Béatrice



110 630255	MINGANT	Eric
111 629472	HINGRAY	Françoise
112 690362	ANSELMETTO	Fabrice
113 691002	PINGUET	Marc
114 628652	BOUISSET	Françoise
115 690265	PUEL	Jean-François
116 325879	RITTER	René
117 691725	SOUDAN	Laurent
118 691223	BALESTE	Arnaud

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 25 mars 2020**  
**portant inscription au tableau d'avancement à l'échelon spécial du grade de commandant**  
**divisionnaire de la police nationale (année 2020)**

NOR : *INTC2004501A*

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat et notamment les articles 56, 58 et 59 ;

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires ;

Vu le décret n° 95-654 du 9 mai 1995 modifié fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires actifs des services de la police nationale ;

Vu le décret n° 2005-716 du 29 juin 2005 modifié portant statut particulier du corps de commandement de la police nationale ;

Vu l'arrêté du 9 mai 2017 fixant le nombre de commandants de police pouvant être promus au grade de commandant divisionnaire et le pourcentage des effectifs pouvant accéder à l'échelon spécial ;

Vu l'avis émis par la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps de commandement de la police nationale dans sa séance du 4 février 2020 ;

Sur proposition du préfet, directeur général de la police nationale,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

Le tableau d'avancement à l'échelon spécial du grade de commandant divisionnaire de police pour l'année 2020 est arrêté conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2

Le directeur des ressources et des compétences de la police nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 25 mars 2020.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur des ressources humaines et des compétences*  
*de la police nationale,*  
S. BABRE

## Annexe

Avancement à l'échelon spécial du grade de commandant divisionnaire de police pour l'année 2020

1	583147	ROMANET	Alain
2	629805	VIALLY	Jean-Claude
3	691078	BUISINE	Eric
4	629171	RICHARD	Pascale
5	629130	FIESCHI	Andrée-Anne
6	629720	MEZENGUEL	Thierry
7	700912	ADRIAN	Patricia
8	630322	VASLOT	Philippe
9	630327	MATZNER	Nadine
10	630263	OLIE	Daniel
11	690513	MERLE	Jean-Christophe
12	690866	NOEL	Stéphane
13	341990	PASTOR	Valery
14	630109	BLY	Pierrick
15	583635	CHARGELAIGRE	Patrick
16	690515	MILIN	Bruno
17	630284	QUEROL	Jean-François
18	690825	DE MISSOLZ	Sandrine
19	629640	GAUTHIER	Lionel
20	582647	METAIS	Didier
21	629079	VIALE	Roland

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

---

**Arrêté du 12 mars 2020**  
**portant nomination à la Commission nationale d'examen des circuits de vitesse**

NOR : INTS2007383A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code du sport, notamment ses articles R. 331-35 à R. 331-44 ;

Vu le décret n° 2015-628 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'intérieur ;

Vu les propositions des ministères concernés ;

Vu les propositions de la fédération française du sport automobile et de la fédération française de motocyclisme,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

Sont nommés membres de la Commission nationale d'examen des circuits de vitesse :

*Au titre du ministère de l'intérieur*

Membres titulaires :

M. Rémy CHARDON, préfet honoraire ;

Mme Marion JOFFRE, chef du bureau de la législation et de la réglementation, à la délégation à la sécurité routière ;

M. Bruno AMONEAU, chargé d'études manifestations sportives et homologation des circuits de vitesse au bureau de la législation et de la réglementation, à la délégation à la sécurité routière.

Membres suppléants :

Mme Séverine CARPENTIER, chef du bureau de la signalisation et de la circulation, à la délégation à la sécurité routière ;

M. Luc DESHAYES, adjoint au chef du bureau de la législation et de la réglementation, à la délégation à la sécurité routière ;

Mme Marine MOLINA, adjointe au chef du bureau de la signalisation et de la circulation, à la délégation à la sécurité routière.

*Au titre du ministère de la transition écologique et solidaire*

Membres titulaires :

M. Daniel BODIN, ingénieur des travaux publics de l'Etat en retraite ;

M. Frédéric LERAY, adjoint à la cheffe de la mission bruit et agents physiques, à la direction générale de la prévention des risques.

*Au titre du ministère des sports*

Membre titulaire :

Mme Pascale RIOS CAMPOS, adjointe au chef du bureau de la sécurité des publics et des pratiquants.

Membre suppléant :

M. Yannick MALACCHINA, chargé de mission au bureau de la sécurité des publics et des pratiquants.

*Au titre de la fédération française du sport automobile*

Membre titulaire :  
M. Laurent HACHFI  
Membre suppléant :  
M. Joël DO VALE.

*Au titre de la fédération française de motocyclisme*

Membre titulaire :  
M. Sébastien POIRIER  
Membre suppléant :  
M. Patrick COUTANT.

Article 2

M. Rémy CHARDON, préfet honoraire, membre titulaire de la Commission nationale d'examen des circuits de vitesse, est désigné président de ladite commission.

Article 3

Les nominations prononcées au titre du présent arrêté prennent effet le jour de sa signature.

Article 4

Le présent arrêté abroge l'arrêté du 6 septembre 2016 modifié portant nomination à la Commission nationale d'examen des circuits de vitesse.

Article 5

Le délégué à la sécurité routière est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 12 mars 2020

Pour le ministre et par délégation :  
*L'adjoint au délégué à la sécurité routière,*  
D. Julliard

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

---

**Arrêté du 31 mars 2020**  
**portant nomination du président et des vice-présidents du Comité des experts placé auprès du**  
**Conseil national de la sécurité routière et du délégué interministériel à la sécurité routière**

NOR : INTS2008897A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code des transports, notamment son article R. 1621-11 ;

Vu le décret n° 75-360 du 15 mai 1975 modifié relatif au comité interministériel de la sécurité routière, notamment son article 2 *bis* ;

Vu le décret n° 2001-784 du 28 août 2001 portant création du Conseil national de la sécurité routière et modifiant le décret n° 75-360 du 15 mai 1975 relatif au comité interministériel de la sécurité routière, notamment son article 6 ;

Vu le décret n° 2016-1511 du 8 novembre 2016 relatif au Conseil national de la sécurité routière et modifiant le décret n° 75-360 du 15 mai 1975 relatif au comité interministériel de la sécurité routière ;

Vu l'arrêté du 28 novembre 2016 fixant les conditions de nomination des experts et les modalités de fonctionnement du comité des experts placé auprès du Conseil national de la sécurité routière et du délégué interministériel à la sécurité routière, notamment son article 2 ;

Vu l'arrêté du 20 février 2020 portant nomination des membres du Comité des experts placé auprès du Conseil national de la sécurité routière et du délégué interministériel à la sécurité routière,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

M. Emmanuel LAGARDE est nommé président du Comité des experts pour une durée de trois ans.

Article 2

Mme Marie-Axelle GRANIE et M. Benoît HIRON sont nommés vice-présidents du Comité des experts pour une durée de trois ans.

Article 3

Les nominations prononcées au titre du présent arrêté prennent effet le jour de sa signature.

Article 4

Le délégué adjoint à la sécurité routière est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 31 mars 2020.

Pour le ministre et par délégation :  
*L'adjoint au délégué à la sécurité routière,*  
D. Julliard